



Agence canadienne de  
développement international

Canadian International  
Development Agency

# La Participation des enfants aux actions humanitaires : une leçon des zones de conflits armés

Document préparé pour l'Agence Canadienne du Développement  
International (CIDA)

Par  
Dr Jason Hart  
Centre d'Etudes sur les Réfugiés, Université d'Oxford

Février 2004

Centre International ONG de Formation et de Recherche INTRAC

Agence canadienne de développement international  
200, promenade du Portage  
Gatineau (Québec)  
K1A 0G4  
Tél.: (819) 997-5006  
Sans frais : 1-800-230-6349  
Télécopieur : (819) 953-6088  
(Pour les malentendants et les personnes atteintes  
de troubles de la parole (ATS) seulement: (819) 953-5023  
Sans frais pour les malentendants et les personnes atteintes  
de troubles de la parole (ATS) seulement : 1-800-331-5018)  
Courriel : info@acdi-cida.gc.ca

Canada 

## Remerciements

La production de ce document et de ces recherches ont pu être entreprises grâce à l'aide généreuse de l'agence de l'Unité du Développement Canadien pour la protection de l'enfance (CIDA). Je voudrais tout particulièrement remercier Gail Cockburn et Martha Nelems pour leur aide précieuse et leurs multiples encouragements.

Le Partenariat International de l'Asie du Sud a bien gentiment accepté de prendre en charge certains aspects pratiques du projet de leurs bureaux de Colombo. En Grande-Bretagne, Brian Pratt et Jerry Adams, de L'INTRAC ont offert leur inestimable soutien et aide. Je dois particulièrement beaucoup à Jo Boyden du Centre d'Etudes sur les Réfugiés de l'Université d'Oxford pour avoir planifié et supervisé ce projet. Les fonds de la Fondation Andrew W. Mellon donnés au Centre d'études sur les Réfugiés m'ont permis d'entreprendre des activités de propagation reliées à ce projet.

Le travail de terrain a été mené par intermittence entre mars 2002 et avril 2003. Dans chacun des trois endroits visités pour cette recherche, j'ai eu la chance de bénéficier du soutien d'une agence s'occupant des enfants : « Sauvons les Enfants » de la branche norvégienne au Népal et au Sri Lanka et de l'UNICEF dans les Territoires Occupés de la Palestine. Je suis reconnaissant envers le personnel de ces organisations qui ont facilité et enrichi ma recherche de façon importante. Je voudrais tout particulièrement mentionner Chandrika Khatiwada de SCN à Kathmandou avec qui j'ai travaillé sur l'étude au Népal ; Jude Simion et Felician Thayalaraj qui m'ont assisté dans le travail mené au Sri Lanka.

En plus de ces organisations citées ci-dessus, de nombreuses autres établies dans les trois lieux ont gentiment partagé leurs points de vues internes et leur documentation, ont trouvé le temps de me rencontrer malgré les pressions énormes sous lesquelles elles doivent parfois vivre. Le manque d'espace m'empêche ici de nommer et de remercier individuellement toutes les personnes et organisations concernées.

Finalement, je voudrais exprimer ma gratitude envers les enfants et adolescents de ces trois endroits qui m'ont rencontré afin de me relater leurs expériences, de décrire leurs activités et de partager leurs problèmes et leurs aspirations. Dans quelques cas, ces jeunes personnes ont dû parcourir plusieurs kilomètres, souvent à pied. Dans d'autres, ils ont dû passer des barrages, se dépêchant ensuite de rentrer chez eux avant le couvre-feux. Leur force et leur joie en dépit de conditions de vie quotidienne très dures étaient une preuve de l'impact positif que peuvent avoir les activités de participation dans leur vie. J'espère que ce document suscitera d'autres soutiens à de telles activités dans le but de permettre à un plus grand nombre encore de jeunes qui vivent au sein d'un conflit armé et d'une destitution d'en bénéficier pareillement.

Pendant que toutes les personnes citées ci-dessus m'ont si généreusement aidé dans mes recherches, je prends l'entière responsabilité des points de vue développés dans ce document. Le soutien des agences ou des individus mentionnés ici ne devrait pas nécessairement être inféré.

Jason Hart  
Centre d'Etudes des Réfugiés  
Université d'Oxford  
OX1 3LA

e-mail :jason.hart@qeh.ox.ac.uk

## Table des Matières

|   |    |
|---|----|
| Remerciements   | 2  |
| Sommaire exécutif   | 5  |
| Glossaire   | 7  |
| Introduction  |    |
| Les raisons d'un tel projet                                       | 8  |
| Définitions et Structures   | 9  |
| Les lieux de travail sur le terrain :                             |    |
| Est du Sri Lanka  | 12 |
| Les Territoires Occupés de la Palestine                           | 13 |
| Népal   | 14 |
| La Recherche sur le terrain                                       | 15 |
| Découvertes : Les Bienfaits et les Challenges de la Participation |    |
| 1- Protection   | 17 |
| 1.1. La responsabilisation personnelle                            | 18 |
| 1.2. Les relations  | 19 |
| 1.3. Faire face aux Abus  | 20 |
| 1.4. L'accès aux services de base                                 | 21 |
| 1.5. L'identité communautaire                                     | 22 |
| 1.6. Les jeux et les loisirs                                      | 22 |
| 1.7. Le bien-être psychosocial                                    | 23 |
| 2- La Construction de la Paix                                     |    |
| 2.1. La paix : une initiative des adultes                         | 27 |
| 2.2. La participation et le processus de paix                     | 28 |
| 2.2.1. les échanges inter-communautaires                          | 28 |
| 2.2.2. Prendre en compte les causes du conflit                    | 29 |
| 3- Les risques de la participation                                |    |
| 3.1. Les risques de sécurité associés                             | 31 |
| 3.2. Les impacts négatifs directs                                 | 32 |
| 4- Les défis : la progression                                     | 33 |



## Sommaire exécutif

Ce document prend en compte les bienfaits et les défis de la poursuite de la participation des enfants aux actions humanitaires. Les découvertes et analyses sont basées sur l'étude des projets menés dans trois lieux différents : Est du Sri Lanka, Territoires Occupés de la Palestine et Népal. Ces projets ont généralement impliqué des adolescents âgés entre 12 et 18 ans et sont soutenus par des organisations internationales et locales. Cette étude se base aussi sur les observations de personnes académiques, d'agences de donation, d'agences gouvernementales et non-gouvernementales.

Les efforts pour introduire et étendre la participation des enfants dans des activités de développement organisationnel sont en constante augmentation et ce, partout dans le monde. Une certaine résistance demeure, cependant à l'idée que les enfants participent à l'effort humanitaire, particulièrement lors de conditions si instables que les conflits armés. Ici, l'emphase est mise sur l'apport de services aux enfants et sur leur protection par le personnel des agences et par les adultes mobilisés au sein des communautés. La participation peut être vue comme trop risquée ou simplement non essentielle en temps d'urgences. Néanmoins, comme nous allons en discuter, la participation des enfants peut être un moyen crucial qui améliore la protection et une poursuite plus efficace des efforts de paix. De plus, les preuves suggèrent que, quand on leur donne leur chance, les jeunes sont capables de contribuer de façon précieuse à l'amélioration générale de leurs conditions de vie et de celles de leur communauté.

Dans la première partie, nous proposerons une explication des buts de cette étude, nous donnerons une vue d'ensemble des trois lieux où ont été conduites les études et nous décrirons brièvement comment cette recherche a été faite. En particulier, nous regarderons les défis et les opportunités que les conflits armés peuvent amener aux enfants et suggérerons que les projets participants peuvent et doivent être développés afin de les responsabiliser et d'en faire des projets plus efficaces.

La principale structure de ce document prend en compte les bénéfices et les défis de la participation des enfants. Les bienfaits sont liés à deux notions distinctes (mais interconnectées) : la protection et le processus de paix. Notre discussion sur la protection est divisée en 7 sections : (1) la responsabilisation personnelle ; (2) les relations ; (3) faire face aux abus ; (4) les accès aux services ; (5) l'identité communautaire ; (6) les jeux et loisirs ; (7) le bien-être psychosocial. Dans chacune de ces sections, et en relation avec la construction de la paix, nous donnerons des exemples qui démontrent le rôle positif que les enfants peuvent avoir quand leur participation est soutenue de manière efficace.

En terme de défis, la discussion se concentrera principalement sur les risques qui peuvent être courus par les participants. Ces risques peuvent être environnementaux, provenant de réactions de personnes étrangères à la participation des enfants. Ils peuvent aussi provenir de résultats directs des expériences d'implication dans certaines activités de participation. Dans cette partie, nous attirerons l'attention sur les efforts nécessaires à fournir afin d'assurer la progression de l'impact positif sur la participation des enfants.

En conclusion, nous présenterons des recommandations. Bien que celles-ci soient liées aux projets menés dans ces trois endroits spécifiques, nous espérons qu'elles permettront des réflexions plus poussées de la part des agences cherchant à introduire ou développer leurs programmes de participation avec les enfants. Ces recommandations peuvent être résumées comme ceci :

**Résumé des recommandations**  
**(voir conclusions pour plus de précisions)**

- Considérer la participation des enfants en relation positive avec la protection.
- Développer une bonne connaissance des conditions historiques, culturelles et sociales puisqu'elles sont du ressort de la participation des enfants.
- Adopter une attitude proactive par rapport aux donateurs qui soutiennent la participation des enfants.
- Travailler avec d'autres agences afin de construire un fort consensus sur l'éthique, les méthodes et les concepts liés à la participation des enfants en situation de conflits armés.
- Commencer chaque projet par une analyse de terrain entreprise avec les enfants et les autres membres des communautés.
- S'assurer que la sécurité et le bien-être des participants et du personnel de soutien demeure la première priorité et ce, à tout moment.
- Adopter une approche graduelle au développement des activités.
- Ouvrir l'espace à la participation des enfants grâce à l'engagement avec les familles et les membres de la communauté.
- Développer une collaboration étroite entre les agences locales et internationales afin de préserver le soutien et la sécurité des participants.
- Permettre au personnel et aux participants de poursuivre des activités de formation régulièrement afin d'améliorer leur capacités.
- Encourager les enfants à prendre leur responsabilité à chaque occasion et à chaque étape du cycle du programme, y compris dans la direction des ressources.
- Offrir un soutien continu aux activités des enfants déjà existantes et le contexte plus large de la société civile et des gouvernements locaux.
- Encourager et promouvoir une culture de la participation au sein des agences elles-mêmes.

## Glossaire

|           |  |
|-----------|--|
| ALNAP :   | Réseau d'Apprentissage Accéléré pour la responsabilité et la performance (dans l'assistance humanitaire) |
| CIDA :    | Agence Canadienne pour le Développement International  |
| PCN :     | Parti Communiste du Népal (Maoïste)  |
| ESCO :    | Organisation des Communautés de l'Est pour leur Auto-Gestion   |
| FDI :     | Force de Défense Israélienne   |
| INTRAC :  | Centre International d'ONG pour la Formation et la Recherche   |
| LTTE :    | Libération Tigres de Tamil Eelam (« Tamil Tigers »)  |
| AP :      | Autorités Palestiniennes   |
| PRA :     | Expertise de la Participation Rurale   |
| PYALARA : | Association de la Jeunesse Palestinienne pour la mise en place d'un Contrôle et des Droits               |
| SAPI :    | Partenariat International avec l'Asie du Sud   |
| SCN :     | Sauvons les Enfants, Norvège   |
| SC UK :   | Sauvons les Enfants, Royaume Uni   |
| ASL :     | Armée du Sri Lanka   |
| Tdh :     | Terre des hommes   |
| UN CRC :  | Convention des Droits de l'Enfant des Nations Unies  |
| UNHCR :   | Haute Commission pour les Réfugiés des Nations Unies   |
| UNICEF :  | Fond des Enfants des Nations Unies   |
| WFP :     | Programme de Nourriture dans le Monde  |

# Introduction

## Les raisons d'un tel Projet

Ces dernières années, l'implication des membres de communautés dans le processus de développement est devenu une priorité majeure pour les organisations internationales et locales travaillant dans les pays de l'hémisphère Sud. La plupart des participants sont des adultes. La participation des enfants, au contraire, demeure un problème spécifique aux agences qui se concentrent sur les enfants uniquement (et pas toutes le font). De telles agences sont motivées par l'Article 12 de la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant qui met en valeur le droit des enfants à participer aux décisions qui peuvent affecter leurs vies. Leurs activités reliées à ce droit ne sont qu'un aspect de la soit-disante "approche basée sur les droits". Certains pensent que le droit à la participation n'est pas un but en lui-même mais un moyen vital pour la réalisation d'autres droits.

En 2002, l'ANALP<sup>1</sup>, un forum d'agences internationales qui travaille à l'amélioration de l'apprentissage et des comptes rendus au sein même du système humanitaire, a commissionné une recherche dans 6 pays-clés afin d'évaluer les bénéfices de la participation dans l'action humanitaire. Aujourd'hui c'est peut-être l'effort le plus concerté et délibéré par la communauté des Nations Unies et agences internationales de se focaliser sur les problèmes et les bénéfices potentiels de la participation dans un contexte d'urgence. Ayant à l'esprit le besoin d'assurer que ce nouveau départ prenne en compte les jeunes, l'Unité des Droits de l'Enfant de CIDA a généreusement offert des fonds pour une étude spécifiquement concentrée à la participation des enfants dans trois pays clés<sup>2</sup>. Le premier, entrepris en mars-mai 2002 était le Sri Lanka. Ceci a été suivi par un travail de terrain dans les Territoires Occupés de la Palestine en juin-juillet 2002. La recherche conduite au Népal en mars-avril 2003 nous a fourni les bases pour une troisième et dernière étude<sup>3</sup>.

Tout en cherchant à inscrire sur l'emploi du temps des organisations humanitaires les problèmes que peut poser la participation des enfants, ce projet a été d'autant plus motivé par des inquiétudes spécifiques. Premièrement, la croyance qu'il puisse y avoir des contraintes spéciales et des problèmes à promouvoir une participation essentielle des enfants: des compétences particulières, des considérations éthiques et des méthodes, tout semble nécessaire. Pour cette raison, le travail de terrain dans les trois endroits a demandé toute l'expérience et l'intuition des personnels des agences concernant les pratiques actuelles de la mise en place et du soutien des projets participants avec les enfants.

Deuxièmement, il existe un besoin important de documentation concernant la pratique à suivre en différentes circonstances. Dans un contexte de guerre et de déplacement des populations, l'approche traditionnelle des agences humanitaires s'est focalisée sur l'apport de services de base aux enfants et à leurs familles. La documentation sur les activités auxquelles les enfants participent régulièrement pourrait fournir matière capable de remettre en cause l'opinion qui, en de telles circonstances, fait des jeunes des victimes passives. On espérait que les études de terrain amèneraient les expériences nécessaires qui remettent en questions les assumptions communes sur le manque de compétence des enfants pour entreprendre des actions qui leur permettraient d'améliorer leur situation et celle de leurs pairs, de leurs familles et de leurs communautés. En effet,

---

<sup>1</sup> ANALP = Réseau d'Apprentissage Accélééré pour la responsabilité et la performance (dans l'assistance humanitaire)

<sup>2</sup> Edition la plus récente de Sphere Handbook (2004), qui articule les standards minimum de réponse des agences face au désastre, mentionne de façon positive le besoin d'impliquer des enfants en tant que participants aux différents stades du projet (p10) Voir [www.sphereproject.org](http://www.sphereproject.org)

<sup>3</sup> Les trois études de ces pays clés peuvent être consultées sur le site Internet INTRAC : [www.intrac.org](http://www.intrac.org)



comme le document le montre bien, dans chacun des trois pays nous avons trouvé des exemples d'enfants organisant leurs propres initiatives dans ce même but précis.

De manière plus importante, cependant, nous désirions chercher les bénéfices potentiels que la participation à de telles actions peut apporter aux enfants eux-mêmes. En cela, nous avons cherché à rassembler des données qui pourraient encourager la communauté humanitaire internationale, les donateurs inclus, à penser plus intensément aux valeurs potentielles d'une approche par la participation pour travailler avec les enfants – spécialement ceux qui vivent dans les conditions de conflit armé.

En terme d'âges des jeunes gens que nous avons rencontré, il faut noter que la majorité avait entre 12/13 ans et 18 ans. Particulièrement dans les Territoires Occupés de la Palestine, certaines discussions ont été menées avec des jeunes gens hommes et femmes plus vieux mais qui étaient toujours impliqués, souvent en tant que mentors ou conseillés sur des projets dont ils avaient eux-mêmes été membres. Cette tranche d'âge particulière démontre la focalisation courante des agences s'occupant principalement des enfants. Il semblerait que "la participation des enfants", évidente ou non, soit dirigée pour les adolescents plus que pour les plus jeunes enfants. La participation des pré-adolescents peut poser quelques challenges ou opportunités propres. Le développement d'une conception claire et de compétences techniques appropriées pour cette tranche d'âge n'en est semble-t-il, toujours qu'à un stage premier.

## Définitions et Structure

Pour mener à bien ce projet nous avons adopté la définition « d'action humanitaire » propre à celle de l'ANALP qui est « l'assistance, la protection et la défense des actions entreprises sur une base impartiale, en réponse aux besoins des hommes à la suite d'urgences politiques complexes et de dangers naturels ». Les activités visitées différaient inévitablement de part leur nature, reflétant à la fois les besoins naissant directement du conflit et des conditions sociales, économiques, physiques, culturelles et politiques particulières. Dans la partie 1.3 ci-dessous, nous décrirons brièvement la vue d'ensemble des facteurs contextuels les plus pertinents dans chacun des trois pays où la recherche a été conduite.

Dans cette étude, le terme "participation" fait référence aux procédés du partage de l'information, de consultation, de prise de décision, de mise en place, du contrôle des ressources avec mais aussi grâce aux bénéficiaires des actions humanitaires. Les différentes facettes de cette participation sont souvent utilisées pour représenter l'importance grandissante d'intégrer les bénéficiaires dans de tels projets:

- Partage de l'information : informer au maximum les populations affectées sur les mesures et les décisions les concernant.
- Consultation: un certain niveau de consultation avec les bénéficiaires selon les grandes lignes du programme.
- Prise de décisions: implication directe des populations affectées à chaque niveau de prise de décisions
- Mise en place: participation à des activités pratiques liées à la réalisation du projet concerné.
- Contrôle des ressources: un contrôle sur les ressources du projet par les populations bénéficiaires ; toutes autres décisions importantes concernant ces ressources et autres nouvelles initiatives proposées par eux-mêmes.<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> INTRAC (2001) *Priorités de Recherche sur l'Etude Globale de l'ANALP sur la Consultation et la Participation des Bénéficiaires et des Populations Affectées à la mise en place de Projets, à la Direction, à l'Observation et à l'Evaluation de l'Aide Humanitaire*. Oxford

Les deux principales motivations des agences à poursuivre la participation dans les programmes peuvent être définies comme « instrumentale » et « transformatrice ». La première se base sur l'hypothèse que la participation des principaux détenteurs d'enjeux améliore les prises en compte, l'efficacité, l'accomplissement des interventions humanitaires. En d'autres mots, la participation est vue comme un moyen pour arriver à une fin, celle-ci étant le bon déroulement de projets efficaces.

Au contraire, pour d'autres agences la participation est principalement un moyen de donner le pouvoir aux populations affectées afin d'assurer un plus grand contrôle sur leurs vies et d'amener des modifications structurelles de la société aboutissant à des changements conséquents et durables. "Le don du pouvoir" doit alors être manifesté par les membres de la communauté de la façon suivante:

- Exercice du choix et assurance d'un plus grand contrôle sur leurs vies;
- Entreprendre une action réussie afin d'améliorer leurs conditions;
- Assurer un rôle actif dans les processus politique et civil;
- Etablir des relations avec autrui pour contribuer à la paix et au développement, à la sécurité et à une amélioration générale de la communauté au sens large;
- Augmenter l'accès aux ressources, services et aux moyens de sécuriser les moyens de subsistance<sup>5</sup>.

Au sein du champ de développement, il existe une discussion récurrente à propos des bénéfices de la participation des enfants en terme d'efficacité du projet<sup>6</sup>. Néanmoins, les agences semblent mettre l'accent sur les projets potentiels de participation afin de transformer la vie des enfants. Les processus grâce auxquels cela pourrait être fait, la gamme des résultats possibles et l'impact résultant de la participation des enfants sont des points qui commencent à retenir l'attention<sup>7</sup>. Cela étant dit, plusieurs dimensions du passage du pouvoir mentionné plus haut vont au-delà des objectifs définis des programmes mis en place par les agences s'occupant d'enfants. C'est probablement les deux premiers de ces buts qui sont rendus le plus communément explicites. Pour cette étude, cependant, notre but a été de considérer l'impact ou l'impact potentiel des projets par rapport aux cinq dimensions propres au passage du pouvoir.

Nous insistons pour garder cette image en tête partiellement grâce à notre compréhension des changements, créés par les conflits armés, qui surviennent dans la vie quotidienne des enfants<sup>8</sup>. Toute considération de la participation des enfants dans les actions humanitaires en temps de conflits doit prendre en compte ces changements ainsi que les besoins nouveaux, les problèmes ou même opportunités qui peuvent

---

<sup>5</sup> Voir aussi INTRAC "Les Outils de Participation pour Sécuriser l'Apport de Nourriture" Ebauche préparée pour WFP [www.intrac.org](http://www.intrac.org)

<sup>6</sup> Phillips, B. (2000) *La Fin du Paternalisme ? Participation bénéficiaire pour les enfants et Efficacité des projets* La Haye : ISS. Aussi publié *L'Anthropologue Oriental*, juin 2001

<sup>7</sup> Pour une vue d'ensemble des ouvrages consacrés à ce problème, voir Ackerman, L et al. (2003) *Comprendre et Evaluer la Participation des Enfants : un compte rendu de la littérature contemporaine*, document publié pour Plan UK / Plan International <http://www.plan-uk.org/action/childrenindevelopment/>

<sup>8</sup> Voir par exemple, Machel G. (1996) *L'impact des conflits armés sur les enfants* UNICEF [www.unicef.org](http://www.unicef.org); Boyden J. et al. (2002) *Les enfants affectés par le conflit armé en Asie du sud : un compte rendu des tendances et des problèmes identifiés par une recherche secondaire* RSC Working Paper n 7 Centre d'Etudes sur les Réfugiés, Université d'Oxford [www.rsc.ox.ac.uk](http://www.rsc.ox.ac.uk)

ensuite en découler pour les jeunes. Les changements potentiels résultant d'un conflit peuvent brièvement être résumés comme ceci :

- **Le manque d'apport de services et insuffisance des infrastructures**

Les conflits armés et les déplacements de populations aboutissent en général à la perte ou la faiblesse du nombre d'enfants ayant accès aux services de santé et d'éducation qui fonctionnent. Non seulement les infrastructures existantes sont souvent détruites mais le développement des services qui pourraient s'installer est habituellement arrêté. Les agences humanitaires ont souvent un grand rôle à jouer dans l'apport des services de santé et d'éducation aux jeunes mais dans la plupart des cas, les besoins sont beaucoup plus importants que les ressources. Un rôle important et précieux qui peut alors exister pour les enfants, leurs familles et communautés et les aider à joindre les deux bouts.

- **Des rôles nouveaux et élargis pour les enfants au sein des familles et communautés**

Ceci peut aussi inclure une plus grande implication des enfants aux activités économiques, aux tâches domestiques et aux soins par le soutien physique, moral et émotionnel des frères et sœurs, des pairs et des adultes. Bien que toutes les responsabilités et tâches à accomplir n'entraînent pas plus de risques pour les enfants, il n'en sont pas moins exposés à une exploitation et à un enrôlement dans des activités dangereuses. L'implication dans des activités de types militaires, dans des circonstances de violence politique directe et les rôles aléatoires souvent associés aux forces de combat, en sont de clairs exemples.

- **L'exposition du bien-être des enfants à des risques plus divers et plus accentués**

Les conflits armés sont connus pour exposer les enfants à de plus grands risques physiques, sociaux, émotionnels et psychologiques. Le mal physique peut résulter, par exemple, de la présence de champs de mines ou autres armes, en plus des risques de plus en plus importants de malnutrition et du manque de soins adéquats ou du harcèlement et des abus de la part des forces militaires, etc... La perte des opportunités éducationnelles et de loisir, la dépossession et le déplacement, une marginalisation sociale allant en augmentant et l'isolement, sont des facteurs qui peuvent mettre le sentiment de bien-être des enfants à risque et ainsi que leur développement psychologique.

- **Les problèmes des familles, de la communauté et de la société**

Les structures sociales familiales et les institutions sont souvent sérieusement affectées par les conflits armés. Les valeurs bien établies, par exemple, entre communautés et dans les relations intergénérationnelles ou entre les hommes et femmes, peuvent être remise en question et des pratiques reconnues sont alors partiellement ou totalement abandonnées. Dans de telles conditions, la cohésion sociale peut être perdue et les réseaux de soutien et de soin sévèrement réduits dans leurs capacités. Ceci représente clairement des risques pour les enfants.

En même temps, il est aussi possible que des opportunités renaissent pour renégocier les relations sociales et les pratiques établies de manière avantageuse. En d'autres mots, du niveau le plus local à la société et au pays les plus larges, les enfants pourraient être capables d'accomplir et d'améliorer leur sort par et pour eux-mêmes au sein des institutions qui affectent directement leurs vies ; cela permettrait à leurs problèmes principaux et à leurs aspirations d'être plus largement entendues et pleinement comprises.

En tout, les changements qui résultent d'un conflit armé et les problèmes et opportunités associés nous obligent à penser plus sur le passage du pouvoir au jeunes. Quelque soient nos propres idéaux sur l'enfance, le fait est que la violence politique et celle de la guerre aboutissent souvent à une plus importante participation des enfants aux activités économiques, sociales et politiques. Particulièrement en Afrique et en Asie l'influence de la guerre et de la violence politique chamboulent les tendances démographiques et, par ce

moyen, le pourcentage de la population des moins de 20 ans augmente rapidement. Par conséquent, les enfants sont, dans tous les cas, amenés à jouer un plus grand rôle dans la société parce qu'ils sont plus nombreux. Le potentiel des projets de participation à les équiper et à les aider à entreprendre leurs nouveaux et plus grands rôles efficacement et à réduire les risques attenants mérite d'être plus largement considéré de par les expériences de terrain.

## **Les lieux sur le terrain**

### **Est du Sri Lanka ( mars-mai 2002)**

La recherche a été conduite dans les districts de Batticaloa et d'Ampara – deux des trois districts qui forment la Province de l'est du Sri Lanka (l'autre étant Trincomalee, au nord). Le conflit dans cette partie de l'île date de 1983, éclaté par des émeutes et des violences entre les communautés. A part les courtes périodes de cessez-le-feu, les confrontations violentes entre les forces déployées par le gouvernement du Sri Lanka et celles des groupes rebelles Tamil, plus connus sous le LTTE, ont continué depuis lors. Ceci a amené la mort et les blessures d'un nombre incalculable de civils et de nombreux abus des droits de l'homme incluant des enlèvements, des arrestations arbitraires, des viols et des tortures.

La population du district de Batticaloa et de celui plus à l'est d'Ampara est presque entièrement constituée de Tamils et de Musulmans. En tout, les membres de ces deux groupes ont tendance à vivre séparés, soit dans des villages d'ethnies homogènes ou dans les banlieues des plus grandes villes. Durant les deux dernières décennies des épisodes de violence entre les deux communautés ont eu lieu à intervalles réguliers, surtout au début des années 1990 lorsque de nombreuses attaques et massacres intercommunaux ont eu lieu.

Alors que le District d'Ampara est techniquement sous le contrôle total de l'armée Sri Lankaise (ASL), Batticaloa est une mosaïque de contrôles du gouvernement et des enclaves contrôlées par le LTTE. Les civils qui résident dans les endroits LTTE ont particulièrement souffert du manque d'infrastructures, de la petitesse des opportunités économiques et des difficultés de mobilité. De plus, ils ont été mis sous pression pour soutenir les efforts militaires du LTTE. Ceci a parfois signifié un recrutement étendu d'enfants, souvent en usant de la force.

Un cessez-le-feu entre le gouvernement du Sri Lanka et du LTTE en février 2002 a mené à une baisse significative des activités militaires et des tensions parmi la population locale. Les mouvements entre les régions contrôlées par ASL et LTTE sont généralement beaucoup plus faciles et les investissements dans le développement des infrastructures ont amené quelques améliorations de la qualité de vie des civiles. Néanmoins, un accord de paix solide demeure encore impensable. Des rapports sur la conscription des enfants par le LTTE continuent et les relations inter communautés, surtout entre les populations locales Tamil et Musulmanes, sont toujours fragiles. Cependant, le LTTE progresse dans ses efforts pour contrôler la vie sociale, politique et économique dans les régions de l'est qui sont sous l'égide du gouvernement.

Au niveau communautaire et familial, les cessez-le-feu n'ont pas obligatoirement amoindri les problèmes sociaux et économiques créés ou exacerbés par le conflit. L'extrême pauvreté est toujours endémique dans cette région, surtout dans celles contrôlées par le LTTE. Ceci même a mené à une grande vague d'émigration d'individus. Un grand nombre d'entre eux sont des femmes – dont beaucoup de mères – qui travaillent comme servantes au Moyen Orient. Au sein des villages et villes, le tissu social est souvent sévèrement affaibli par les suspicions et l'animosité s'exprimant sous diverses formes selon lesquelles les familles se sont engagées dans le conflit, surtout dans leur relation avec le LTTE. De plus, l'alcoolisme et le suicide sont très communs. D'après de nombreux commentateurs ceci a été amené par des sentiments de désespoir parmi les gens ordinaires.

Dans un tel environnement les enfants ne reçoivent souvent pas les soins et l'attention adéquats de la part de leurs parents ou d'autres susceptibles de les aider.

## Les Territoires Occupés de la Palestine (juin-juillet 2002)

Les Territoires Occupés de la Palestine sont en Cisjordanie, dont Jérusalem Est et la Bande de Gaza. Israël a pris le contrôle de ces régions en 1967 mais la légitimité de cet acte n'a pas été reconnue par les autres états membres des Nations Unies<sup>9</sup>. Le « Processus des Accords de Paix d'Oslo » qui avait débuté en septembre 1993 par la signature de la Déclaration des Principes par les gouvernements israéliens et palestiniens, a commencé à vaciller sérieusement à la fin des années 1990. Les frustrations latentes des palestiniens devant le manque de changements perceptibles n'ont été que renforcées, en septembre 2000 par la visite d'Ariel Sharon au Haram al-Sharif dans la vieille cité de Jérusalem. La violence dirigée contre les forces de l'occupation et, de plus en plus, contre les civils israéliens s'est embrasée. Bientôt, il est devenu évident que ceci n'était pas un accès de violence soudain mais plus le point de départ d'une campagne soutenue : huit ans après la fin de l'original *Intifada*, ou insurrection, *al-Aqsa Intifada* a commencé.

Au moment du travail sur le terrain, au printemps 2002, la FDI était déployée à travers toute la Cisjordanie, réoccupant effectivement les territoires cédés au contrôle palestinien sous le Processus des Accords de Paix d'Oslo. Des milliers de maisons ont été détruites et les mouvements des biens et des gens maintenus immobiles pendant de longues périodes. L'intégrité territoriale de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza ont respectivement été niées par la scellée individuelle de cités, villes et villages. Les écoles et les services de santé n'ont pas pu fonctionner normalement et des études indiquent qu'il y a un problème croissant de malnutrition<sup>10</sup>. Les actions violentes des colons envers les villageois palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ont aussi été une caractéristique distincte de cette insurrection<sup>11</sup>.

Les effets de l'occupation israélienne sur la fragile économie palestinienne et les mesures introduites durant le second *Intifada* ont été dévastateurs. Depuis le début de ce soulèvement, le gouvernement israélien a encore plus resserré les restrictions jusqu'au point où seulement un nombre très limité de civils vivant à Gaza a pu rentrer en Israël pour travailler. En Cisjordanie, les effets des restrictions se sont ajoutés à l'imposition du couvre-feu qui empêche quiconque de poursuivre un emploi normalement, que se soit localement ou en Israël. Des preuves anecdotiques suggèrent que ceci a augmenté la pression sur les enfants à s'engager dans quelques emplois que ce soit afin d'aider à nourrir la famille<sup>12</sup>.

Les jeunes qui grandissent dans les Territoires Occupés de la Palestine sont souvent volontaires pour participer au combat national. Leur conscience politique est développée à un tel point et à partir d'un âge qui prend les étrangers par surprise. Ils montrent aussi une grande prise de conscience de leur rôle, en tant qu'enfants, dans les efforts à faire pour influencer l'opinion publique grâce aux médias<sup>13</sup>. Les agences qui cherchent à travailler

---

<sup>9</sup> Les textes sur les résolutions appropriées des Nations Unies peuvent être trouvées sur <http://www.miftah.org/>

<sup>10</sup> Etude menée par l'Université John Hopkins, Université al-Quds, Groupe de Consultation et de Gestion Globale et CARE international pour USAID, 10 août 2002. <http://www.miftah.org/display.cfm?DocId=951>

<sup>11</sup> Voir les nombreux rapports rassemblés par Be'Tselem – Le Centre Israélien d'Information pour les Droits de l'Homme dans les Territoires Occupés. [www.btselem.org](http://www.btselem.org)

<sup>12</sup> Voir, par exemple, « Le Camp d'été de Fadhi », article de Gideon Levy dans le Magazine Ha'aretz, 19 juillet 2002 ; « A louer : un garçon bouclier humain dans la ville la plus désespérée de Gaza », article de Jonathon Steel dans The Gardian, 6 août 2002

<sup>13</sup> « La jeunesse et les enfants palestiniens... une vie qui contraste fortement avec l'expérience de l'Occident. Pour eux, il semblerait que chaque facette de leur vie est informée et formée par l'histoire politique et les réalités et dynamiques politiques courantes dont ils sont très conscients » Barber BK. (1999) « Politique, Politique et plus de Politique : l'expérience de la vie d'un jeune dans la Bande de Gaza » Chapitre d'ébauche Page 1 pour Bowen D. & Early E. (eds) (2002) *La Vie quotidienne dans le Moyen Orient Musulman* 2<sup>ème</sup> Edition, Presses universitaire Indiana

avec les jeunes de façon à ce qu'ils participent, sont obligées de prendre complètement en compte les motivations et les consciences politiques des enfants palestiniens si elles veulent qu'ils s'engagent de manière réussie et elles doivent soutenir la mise en place d'activités significatives.

## **Le Népal (mars-avril 2003)**

Le travail de terrain au Népal s'est focalisé sur la programmation selon deux crises humanitaires différentes dans le pays. La première est la conséquence du conflit entre les rebelles Maoïstes et les forces du gouvernement népalais qui affecte un nombre croissant de districts du pays. La plupart de ces combats se situent dans les régions rurales mais l'influence des maoïstes est de plus en plus ressentie dans les centres urbains. Deuxièmement, environ 1000000 réfugiés du Bhutan résident dans sept camps dans le sud-est du pays depuis le début des années 1990. De nombreuses agences – locales et internationales – se sont impliquées en soutenant cette population sous l'égide de UNHCR.

- **« La Guerre du Peuple » Maoïste**

Le 13 février 1996, le Parti Communiste du Népal (Maoïste) a lancé la « Guerre du peuple ». D'après les propres mots du mouvement, cet événement a « amené une ère nouvelle de révolution démocratique dans toutes les sphères de la société <sup>14</sup> ». La base de soutien diverse pour « la Guerre du Peuple » reflète les sentiments de marginalisation et de discriminations ressenties dans beaucoup de secteurs de la société népalaise. Il embrasse les ethnies et castes marginalisées <sup>15</sup>, les populations rurales et, dans certains districts au moins, un grand nombre de femmes qui ont grossi les rangs des cadres combattants <sup>16</sup>. Il y a aussi de nombreux rapports sur les enfants joignant le mouvement et prenant une place essentielle en tant qu'organisateur de réunions, de messagers, de porteurs et d'appâts.

Les premières années du « la Guerre du Peuple » avaient un caractère relativement peu important avec des escarmouches isolées entre les cadres maoïstes et la police népalaise. Cependant, depuis 2000, le pays a été témoin d'une croissance constante du nombre et d'échelle des incidents. En novembre 2002, par exemple, des insurrections dans plusieurs régions ont causé la mort de centaines de civils et de combattants. Vers la fin de janvier 2003, cependant, les deux parties se sont mises d'accord pour un cessez-le-feu qui s'est formalisé un mois après. Ceci tentait d'ouvrir la voie au processus du paix. Cependant, en septembre 2003, cinq mois après avoir fini le travail de terrain, les combats entre les deux parties ont recommencé.

Les impacts du conflit sur les enfants ne sont pas encore tous répertoriés. Certains ont indubitablement été affecté directement par la violence, soit de leur propre mort ou par leurs blessures ou celles de membres de leur famille. Il a été annoncé plusieurs fois que les Maoïstes ont recruté des enfants à des fins diverses, annonce qui a été vigoureusement niée. Au-delà de tels impacts évidents et immédiats, l'on croit que les enfants souffrent aussi de la pauvreté croissante, de la malnutrition et de la perte de services occasionnée par ce conflit. Beaucoup de communautés rurales se sont fracturées et disloquées avec des membres de familles se dispersant à la recherche d'opportunités économiques et de sécurité. Par conséquent, beaucoup d'enfants pourraient être obligés de quitter les régions rurales et de chercher refuge dans les grandes villes. Lieux où ils rejoindront les rangs d'autres enfants travaillant déjà dans des conditions d'exploitations extrêmement poussées.

---

<sup>14</sup> Les Documents du Parti Communiste du Népal (Maoïste) p1 <http://wwwpartizan.org/nepal.htm>

<sup>15</sup> Communication Personnelle avec INSEC (Centre des Services des Secteurs Informels), Kathmandou, janvier 2001

<sup>16</sup> Manchanda R. (1999) Le coup de théâtre de la prise de pouvoir *The Hindu* 21 novembre, voir aussi Onesto L. (2001) *Népal : Les Femmes détenant la moitié du ciel !* RW Online [www.rwor.org](http://www.rwor.org)

## • Les Réfugiés Bhoutanais au Sud-Est du Népal

Au début des années 1990, approximativement 97000 réfugiés venant du Bhoutan se sont installés dans des camps dans le sud-est du Népal. Ces camps, soutenus principalement par l'UNHCR en association avec WPF, plusieurs Organisations Non-Gouvernementales Internationales et locales, existent toujours. Après une décennie de vaines négociations entre les gouvernements du Népal et du Bhoutan, un accord a finalement été conclu pour instituer un processus de vérification de ces réfugiés afin de déterminer la validité de leurs demandes de nationalité bhoutanaise et de leur droit de retourner chez eux. Ce processus, qui a commencé en mars 2001, était généralement accueilli avec un optimisme circonspect de la part des réfugiés eux-mêmes. Cependant, la lenteur de ces vérifications (de 8 à 10 familles par jour) et le refus des deux côtés de permettre à un tiers d'être impliqué dans ce procédé a rapidement aigri les esprits. Les activistes des droits de l'homme ont estimé qu'à cette allure, cela pourrait prendre au moins six ans pour vérifier tous les résidents des camps. De plus, la structure du gouvernement bhoutanais dans la détermination des nationalités et du statut authentique des réfugiés a généré de forts ressentiments.

En même temps, les réfugiés eux-mêmes ne peuvent que s'asseoir et attendre. Inévitablement, les conditions de leur résidence au Népal, ayant de sévères limites à leur liberté de mouvement et aux possibilités de s'engager dans quelque forme d'entreprise que ce soit ou d'emploi rémunéré, contribuent d'autant plus au sentiment de frustration, particulièrement parmi les jeunes personnes éduquées dont le nombre ne fait qu'augmenter. Au sein même des camps de nombreux problèmes sociaux ont été reportés, exacerbés par les conditions de vie bondées, par la pauvreté, le manque d'opportunités sociales et économiques. Le présumé trafic de filles à l'extérieur des camps dans le but de travailler dans l'industrie du sexe en Inde est une conséquence de la vulnérabilité et de l'insécurité des réfugiés.

Il est juste de dire que la situation des réfugiés bhoutanais n'a attiré que peu d'attention internationale. A la fin 2002, cependant, les incidents d'abus sexuels par des employés des agences ont été dévoilés, attirant les commentaires des organisations internationales des droits de l'homme et de quelques sections des médias dans le monde<sup>17</sup>. Les victimes de ces abus étaient principalement des étudiants des écoles dirigées par les ONG bénéficiant des fonds de l'UNHCR. Ceci a immédiatement conduit à une remise en cause des opérations par ces dernières, à un changement du personnel et à un renforcement général de leur travail de protection.

## La recherche sur le terrain

Dans chaque pays nous avons produit des données de trois façons différentes : des discussions de groupes et autres activités de recherche avec des jeunes participants aux projets soutenus par les agences ; des entretiens avec le personnel d'agences de développement et d'assistance à la fois locales et internationales ; des études de littérature traitant des activités de programmation, des rapports et évaluations. Dans les Territoires Occupés de la Palestine un certain nombre d'entretiens individuels avec des jeunes ont été menés et un dialogue par courrier électronique a perduré avec un petit nombre d'enfants de Cisjordanie et du Népal. Les traducteurs nous ont aidé à la recherche menée avec les enfants et parents et quelques ONG locales au Sri Lanka. Au Népal, l'implication de Chandrika Khatiwada (de SCN) en tant que chercheur nous a permis de mieux dialoguer en népalais. Nous avons pu parler en anglais avec les réfugiés bhoutanais et en arabe avec les palestiniens qui ne parlaient pas très bien anglais.

Les réunions avec les jeunes duraient généralement environ 2 heures et impliquaient les garçons et filles ensemble. Particulièrement dans les Territoires Occupés de la

---

<sup>17</sup> Amnesty Internationale, 22 novembre 2002 ASA 31/071/2002

Palestine il était possible d'assister aux activités des projets en tant qu'observateur. Grâce à des jeux de rôles, des exercices de type PRA<sup>18</sup> et des discussions de groupe, nous avons exploré, avec les enfants, ces principaux thèmes :

- Les problèmes particuliers auxquels les enfants doivent faire face, y compris ceux créés par le conflit armé.
- L'évolution, la nature et la structure des activités, y compris le rôle de soutien des adultes
- Les contraintes pesant sur les activités et les bénéfices créés par les participants
- Les activités futures possibles

En général, l'âge des enfants que nous avons rencontrés allait de 12/13 ans à 19/20 ans reflétant la composition des projets eux-mêmes. Les agences visitées dans chaque pays semblaient communément se concentrer sur les activités de participation par ce groupe plus âgé. Dans des mesures différentes, le lieu, le temps et la nature des activités de recherche dépendaient de conditions politiques et de sécurité spécifiques. Il n'a pas été possible, par exemple, d'entrer dans les camps bhoutanais au Népal à cause des restrictions imposées par les autorités népalaises. Dans les Territoires Occupés de la Palestine, les mesures imposées par l'armée israélienne, souvent au dernier moment, ont créé des délais incessants et des conditions de mobilités difficiles. Dans les districts ruraux du Népal où nous avons visité des clubs d'enfants, il était déconseillé de parler ouvertement du conflit armé. De manière semblable, certaines questions, comme le recrutement des enfants par le LTTE ont du être discutées de façon superficielle, quand elles l'ont été, dans quelques villages de l'est du Sri Lanka où nous sommes allés.

---

<sup>18</sup> Ces exercices gardent l'approche associée à l'Expertise de la Participation Rurale (PRA). Celle-ci met l'emphasis sur les connaissances locales et permet aux gens de faire leur propre expertise, analyse et plan.



## **Les Découvertes : Bénéfices et Challenges de la Participation**

Dans cette partie nous faisons le compte rendu des découvertes clé de la recherche. L'exposé est organisé sous les titres généraux de « bénéfices » et de « challenges ». Les « bénéfices » sont divisés en deux sections : « protection » et « construction de la paix » puisque ces deux notions sont en général utilisées pour décrire les buts principaux des agences se concentrant sur les enfants.

La protection dans son sens large comprend aussi bien les conditions matérielles de la vie des enfants que leur bien-être psychologique et émotionnel. En effet, il existe peu d'aspects des programmes participants auxquels participent les enfants qui ne parlent pas de protection. La « construction de la paix », cependant, est une section à part, plus discrète qui semble attirer des fonds spéciaux et un engagement de personnel compétent et expérimenté. L'équilibre des activités entre protection et construction de la paix était différent dans chacun des trois pays. Au moment du travail sur le terrain au Sri Lanka il y avait une croissance des investissements de ressources pour les activités liées à la mise en place d'une paix durable, ceci étant dû au récent cessez-le-feu. Dans les Territoires Occupés de la Palestine l'enthousiasme premier envers les activités tournées vers la paix qui avait fleuri dans les années suivant les accords d'Oslo (1990) s'était évaporé. Les agences semblaient concentrer leurs efforts sur les mesures de protection des enfants, qui comprenait aussi bien l'assistance en cas d'urgence que les activités destinées à prendre en compte l'impact du conflit sur l'état émotif et psychologique des enfants. Au Népal, où les activités focalisées sur le conflit commençaient juste, on se concentrait plus sur la protection.

## **Les Bénéfices**

### **1. La Protection**

La protection peut être vue comme un objectif passant à travers l'action humanitaire<sup>19</sup>. Les composants de base de l'aide d'urgence – nourriture, logement, services de santé, eau et hygiène – ont clairement pour but la protection du bien-être et de la vie des gens. Il y a aussi une focalisation croissante de la part de la communauté humanitaire sur la protection de droits au sens large, qui vont au delà de la survie, surtout pour les « groupes vulnérables » - y compris les enfants. Néanmoins, la protection sociale des jeunes demeure généralement faible démontrée de façon dramatique par les scandales d'abus sur mineurs par les travailleurs des agences dans les camps de réfugiés d'Afrique Occidentale et du Népal<sup>20</sup>. La recherche pour ce projet suggère que les enfants jouent souvent un rôle dans l'amélioration de leur propre protection et que les bons projets de participation peuvent faciliter ce phénomène. Dans cette partie nous fournirons des exemples pratiques. Nous avons organisé l'exposé en différentes sections générales :

- la maîtrise de sa propre vie ;
- les relations ;

<sup>19</sup> Projet Sphère, 2004 :12 [www.sphereproject.org](http://www.sphereproject.org)

<sup>20</sup> Pour un aperçu du cas d'Afrique occidentale, voir Naik. A. (2002) « Protéger les Enfants de leurs protecteurs :une leçon d'Afrique Occidentale » Forced Migration review, n 15 [www.fmreview.org](http://www.fmreview.org)

- faire face aux abus ;
- l'identité communautaire ;
- les jeux et les loisirs ;
- le bien-être psychosocial

### **1.1. La responsabilisation personnelle**

Dans l'introduction de ce document nous avons expliqué que la participation est vue comme un moyen de responsabiliser les membres d'une communauté. Bien que la notion de responsabilisation ait été développée par des agences travaillant principalement dans un contexte de développement, elle a des implications importantes quant à l'installation humanitaire. Les capacités des civils, y compris les enfants à accéder aux services, à établir des relations avec ceux qui pourraient les aider et à entreprendre des actions pour améliorer ses propres circonstances seraient fondamentales au rehaussement de la protection lors de conflits ou de violences politiques.

Avec les compétences pratiques pour améliorer sa propre protection, se développe alors la confiance en soi et un sentiment d'autosuffisance. Cependant, alors que des actions réussies au quotidien apporteront plus de confiance en soi, nous suggérons que le commencement de ce cycle vers la responsabilisation viennent de l'individu. En d'autres mots, les étincelles initiales de la confiance en soi doivent être ressenties pour passer à l'action. Ceci peut poser un problème particulier pour les enfants. De façon plus large, les enfants sont relativement impuissants comparés aux adultes et peuvent être sujets à des pratiques et des comportements innombrables qui présument de leurs capacités limitées. Parmi les enfants eux-mêmes, certains seront encore plus déresponsabilisés par rapport à leurs pairs. Les filles, les enfants handicapés, ceux des minorités ethniques et des castes ou groupes sociaux inférieurs occupent communément une position plus basse en comparaison avec d'autres enfants. Nous suggérons, alors, que le bénéfice premier et peut-être le plus important en regard de la protection des enfants participants est celui de l'amélioration de leur propre sentiment d'efficacité et de confiance en soi pour entreprendre une action et ce, pour chaque enfant.

Le processus qui consiste à ramener la confiance en soi grâce à la participation peut être représenté par Hamdan, un jeune homme de Bethlehem qui a un handicap de naissance. Les effets néfastes d'un conflit armé sur l'attention et la protection donnés aux enfants sont probablement exacerbés pour les personnes handicapées. Leurs besoins spécifiques sont invariablement mis à l'écart par les organisations humanitaires préoccupées par l'apport de base à la plus grande majorité. De plus, les efforts constants nécessaires à la prise de conscience de la population sur les problèmes des handicapés sont habituellement très rapidement rayés des listes par les organisations civiles et gouvernementales en temps de conflits.

Cependant, comme le démontre l'expérience de Hamdan, les projets de participation peuvent faire une énorme différence même pour les jeunes gens marginalisés par leur handicap. Hamdan est né avec un handicap physique qui a sérieusement affecté sa possibilité de marcher seul. Il a dit, quand il était enfant : « J'étais toujours seul, je pleurais toujours. Je ne me sentais pas humain. Ma famille ne savait pas comment m'aider ou comment s'occuper de moi ». Par chance, en 2000, il a été invité par PYALARA à prendre des cours de journalisme en Jordanie, ce qu'Hamdan a ressenti comme « la première fois que des gens me respectaient. » Depuis deux ans, il s'implique régulièrement à toutes les activités de PYALARA durant cette période, il a été capable de développer ses compétences et sa confiance en lui. Il a pris la responsabilité de la production des quatre pages du *Youth Times* traitant des problèmes que peuvent rencontrer les personnes handicapées. Ceci l'a aidé à trouver, à rencontrer et à encourager d'autres jeunes ayant des handicaps et vivant dans des conditions aussi mauvaise voire pires que les siennes dans son

enfance. Il a mis en lumière des cas horribles de négligence envers les enfants et a permis une prise de conscience collective sur les besoins des différents handicaps des enfants. Il explique ses motivations :

« Je ne veux pas que d'autres vivent ce que j'ai vécu. J'ai un message à transmettre, à offrir aux autres. Même si je meurs, je me dois de donner le sourire aux personnes handicapées. »

Pour résumer les effets de la participation aux activités de PYALARA sur sa vie, Hamdan a expliqué que « cela [l'a] aidé à s'intégrer à la société »<sup>21</sup>. De plus, il était évident lorsque nous l'avons rencontré au sein de sa famille qu'il bénéficiait désormais de l'affection et du soutien des siens et des voisins.

## **1.2. Les Relations**

Le point de vue conventionnel de beaucoup d'agences est que les familles / foyers sont les mieux placés pour offrir l'attention et la protection aux enfants lors de guerres ou de migrations. Or, même si les parents ou les membres de la famille proche sont présents, on ne peut pas présumer qu'ils en seront capables de manière efficace. Bien sûr, ceci peut être vrai dans n'importe quel cas mais les pressions sur les parents et les adultes proches sont souvent très vives en temps de conflit ou même après. Ils peuvent être incapables de faire face aux besoins nutritionnels et matériels de leurs enfants à cause de leurs propres traumatismes dûs à la guerre ou à des conditions économiques épouvantables. Un ou deux parents peuvent avoir à quitter la maison pour aller à l'étranger chercher du travail – les népalais et les femmes sri lankaises étaient dans cette situation. De plus, l'impact de la perte de la maison, les violences, le deuil, etc, peuvent sérieusement affecter leur capacités à s'occuper et à aimer leurs enfants. Dans certaines zones en guerre les groupes militaires cherchent à détruire les relations familiales et leurs structures en forçant les enfants à espionner ou même à tuer leurs proches. Bien que nous n'ayons pas rencontré de telles actions extrêmes dans les pays que nous avons visité pour ce projet, les attitudes traditionnelles de respect envers les parents étaient clairement à risque *à la fois* par l'engagement direct des enfants dans les actions de type militaire *et* par les efforts des autorités militaires à humilier les adultes devant leurs enfants.

### **La protection familiale**

Les effets négatifs du conflit sur l'attention des familles envers leurs enfants sont apparus moins néfastes grâce aux projets de participation. Nous avons entendu les enfants eux-mêmes parler de l'amélioration des relations familiales survenues directement de leurs participations. Par exemple, une fille de 14 ans d'un club dirigé par les enfants eux-mêmes dans l'est du Sri Lanka a expliqué qu'elle recevait maintenant plus d'attention à la maison et appréciait les meilleures relations établies avec sa mère. Ceci était le résultat, selon elle, de deux facteurs : (1) l'engagement des adultes qui aident au projet par des dialogues réguliers avec toute la famille des enfants participants, y compris la sienne, qui s'est focalisée sur l'attention à donner en son sein ; (2) le développement de sa propre confiance en elle et ses aptitudes à communiquer avec sa mère, facilitant l'explication de ses besoins de façon plus efficace.

### **Le soutien d'Autrui**

De même qu'une meilleure attention et protection au sein de la famille, les projets de participation semblent tous promouvoir les actes de support entre pairs. L'aide morale d'autres enfants participants peut s'avérer une ressource inestimable pour ceux dont la cellule familiale ne satisfait pas ou ne peut pas satisfaire leurs besoins à la maison.

---

<sup>21</sup> Entretien avec Hamdan al-Ja'yuwee, Bethlehem, le 23 juillet 2002

Ceci peut s'observer à travers l'exemple du club pour enfants séparés, organisé par l'ONG locale d'une région de l'Est Sri-Lankais contrôlée par le LTTE. Soucieux de la malnutrition de certains de leurs pairs, les membres du club ont décidé de passer à l'action. Ils se sont mis d'accord pour que chacun prenne une petite quantité de riz chaque jour à la maison. A la fin du mois, ils rassemblent le total du riz pour ensuite décider chez quel enfant ce cadeau ira. Initialement, les bénéficiaires étaient tous membres mais les participants ont depuis lors, choisi d'étendre cette action aux enfants de leurs communautés. Cet exemple illustre la prise de conscience générale des participants pour leurs semblables qui ne peuvent pas assister aux activités et qui doivent faire face parfois à de difficiles problèmes économiques au sein de leur maison ou ailleurs.

La caractéristique principale des projets que nous avons visité dans les trois pays était l'atmosphère de coopération et de respect dans laquelle les activités étaient menées. Beaucoup d'initiatives organisées par les enfants avaient formulé leurs propres règlements et codes de conduite afin d'assurer que les réunions se passent de manière ordonnée de façon à ce que chacun puisse avoir l'opportunité d'exprimer ses points de vue et opinions. De plus, étant donné l'absence générale des adultes dans les rôles de dirigeants, les enfants ont assumé le fait de travailler en coopération afin de s'acquitter de leurs responsabilités. Comme l'a fait remarquer un groupe d'adolescents travaillant à un projet informatique à Gaza (*al-Muntatda*)

« Nous avons appris à travailler démocratiquement et en coopération, avec respect pour chacun... Au début les garçons en savaient plus que les filles sur l'Internet mais en coopérant, en les aidant, les filles se sont améliorées et nous sommes maintenant tous plus ou moins au même niveau ».

Le personnel des agences a remarqué les forts liens de confiance et de soutien mutuels que les enfants ont créé grâce à leur implication dans les projets. Particulièrement dans les Territoires Occupés de la Palestine cette situation contrastait beaucoup avec les modes d'interaction de confrontation que les jeunes utilisent mais aussi le manque de respect que les garçons montrent souvent à l'égard des filles.

### **Contrôler les Relations**

Le rôle de « mentor » des enfants plus âgés et des jeunes s'est montré aussi efficace. Au Népal, les membres de plusieurs clubs d'enfants que nous avons visité étaient impliqués régulièrement en endossant le rôle d'éducateur envers leurs pairs et les enfants plus jeunes. A Gaza, les enfants plus âgés qui avaient reçu leur « diplôme » du parlement grâce à l'Institut Cana'an ont joué un rôle très important dans le soutien des jeunes membres qui venaient juste de s'inscrire. Au moment du travail de terrain, PYALARA venait juste de commencer un projet qui impliquait des étudiants de l'université en tant que « mentor » ou conseillers des adolescents. D'après les organisateurs ceci a été un énorme succès grâce à la fois à l'énergie et l'enthousiasme des étudiants, et au fait que les adolescents semblaient particulièrement à l'aise pour partager leurs sentiments et problèmes avec les gens qui n'étaient qu'un peu plus âgés.

### **1.3. Faire face aux abus**

Quand les enfants sont bien organisés et se focalisent sur ce qu'ils font, il semble qu'ils peuvent jouer un rôle inestimable dans l'identification des abus. En 1997 SCUK a établi un réseau d'organisations d'enfants dans chacun des sept camps bhoutanais au Népal grâce aux discussions avec leur propre personnel et avec les enfants réfugiés. Ceux-ci ont pris le nom de Forums des Enfants Réfugiés Bhoutanais (BRCF) et ont été soutenus par SCUK jusqu'à fin 2000. Les représentants des adolescents des camps ont été élus par leurs semblables à différents niveaux géographiques (« quartier », « secteur »

etc...)et il était de leurs devoirs de faire connaître les problèmes et aspirations de leurs éléments composants lors de réunions régulières des BRCF de leur camp. Des formations ont été données aux représentants élus sur différentes questions, y compris la santé de la communauté, comment diriger et faciliter les compétences. D'après un employé de SCUK, le BRCF servait à soulever des questions par rapport aux abus, surtout sexuels, révélées dans les rapports des représentants des enfants. Les activités de défense et de prise de conscience ont été mises en place pour répondre à de tels problèmes, pas toujours avec le soutien entier des institutions locales d'adultes. En regardant en arrière sur cette période d'activités, beaucoup de commentateurs ont admis que les activités de BRCF ont contribué de manière significative aux vies et au bien-être des enfants dans ces sept camps.

#### **1.4. Accès aux services de base**

Le changement des dépenses du gouvernement qui sont allées de la santé et de l'éducation vers la défense, la destruction des installations, la réduction des enseignants et des travailleurs de la santé sont quelques exemples des manières dont un conflit peut mener à la réduction ou la perte des services de bases pour les enfants. La responsabilité d'assurer que de tels services soient restaurés dès que possible et de façon complète demeure, bien sur, aux mains des autorités en charge. Néanmoins, de nombreuses initiatives menées par les enfants ont démontré que les enfants eux-mêmes peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de services qui seraient autrement inadéquates.

Un des plus impressionnants exemples était dans le village de Sivanthivu à l'est du Sri Lanka. Au moment où les enfants se sont regroupés et ont organisé le club, l'école du village n'allait que jusqu'au Grade 6. Ils ont dû alors aller dans la ville la plus proche, Valachchenai en bus ou en bateau, pour assister aux cours. Pour des raisons de sécurité, de facilité et d'économie, peu d'enfants ont pris cette option. ESCO, une ONG locale, a organisé une rencontre entre les membres du club et le Directeur d'Education de la zone qui a promis de nommer des enseignants si les jeunes eux-mêmes organisaient une structure permettant à des classes de grade supérieur de s'installer. Sauvons les Enfants a proposé des fonds pour la construction d'un bâtiment temporaire mais a demandé que les enfants produisent un budget détaillé. Avec l'aide des deux agences, dix jeunes ont fait leur tout premier voyage à Colombo afin de vérifier les prix des matériaux nécessaires. Tout en travaillant avec leurs parents, les enfants de Shivanthivu ont construit un bâtiment de 60'x30' qui a permis de prolonger la scolarité de trois ans au sein du village.

En Cisjordanie, des adolescents ont rejoint les rangs des volontaires qui soutiennent les activités de la Société du Croissant Rouge en Palestine (PRCS). Sur environ 3250 volontaires, à peu près 40-50% sont âgés de 16 à 18 ans. PRCS est impliquée dans une large gamme d'activités et la nature de chaque implication est la conséquence d'une évaluation individuelle et d'un choix personnel. Celles-ci incluent le déroulement des camps d'été pour de plus jeunes enfants, les visites aux blessés et aux familles des victimes, l'accès aux donations de tout ordre aux communautés locales, etc. Il n'existe pas d'activités interdites aux moins de 18 ans et, par conséquent, un certain nombre assiste en ce moment l'équipe médicale des urgences qui voyage dans les ambulances du PRCS. La contribution de ces jeunes est très appréciée. D'après les volontaires du PRCS et les coordinateurs jeunesse, les 16-18 ans sont « très utiles : ils ont le temps, l'énergie et pensent très vite.»<sup>22</sup>

---

<sup>22</sup> Entretien avec Khaldun Oweis, Jérusalem, le 20 juillet 2002

## 1.5. Une Identité de Groupe

Dans les écrits des agences humanitaires, le problème de l'identité des communautés y figure rarement. Pourtant, il est important de se rappeler que le droit d'un enfants à « bénéficier de sa propre culture, à pratiquer sa propre religion ou à utiliser sa propre langue » est explicitement mentionné dans le CRC des Nations Unies (Article 30). Un conflit armé est souvent nourri du rejet des droits des populations. C'est un problème qui se pose dans les trois pays que nous avons visité pour cette étude. De plus, comme le montre l'exemple des réfugiés bhoutanais, les gens sont souvent contraints de s'exiler précisément à cause de l'identité de groupe – dans ce cas, en tant que membres de la minorité népalaise. Bien que cela ne figure pas comme un aspect important de la protection pour les agences humanitaires, le maintien d'une identité de groupe et l'expression de ses aspirations peuvent être une priorité importante pour les immigrés et les populations affectées par un conflit, y compris les enfants.

Le Projet Rose Class dans les camps bhoutanais au Népal est un bon exemple d'enfants impliqués dans des activités qui soutiennent les problèmes et les aspirations de leurs communautés : en d'autres mots, pour protéger leur identité de groupe face à l'indifférence de la communauté internationale et au rejet des autorités bhoutanaises. Un journal mensuel en anglais – *The Shangrila Sandesh* – est publié par les participants au projet et distribué dans les camps, à Kathmandu et à l'étranger. Le journal est un médium pour évoquer le Bhoutan – son histoire, sa politique, son environnement, etc. Le fort désir des enfants de parler de leurs sentiments à propos de leur vie dans les camps, et de retourner au Bhoutan est évident de part les nombreux articles et poèmes parus dans *The Sangrila Sandesh*. Grâce à ce journal et à d'autres activités du projet Rose Class, telles les expositions de photographies et d'art, les enfants peuvent discuter, apprendre et défendre leur situation en tant que réfugiés bhoutanais. Ceci semble être grandement valorisé par les participants eux-mêmes, dont les bien-faits des activités ont été décrits comme suivants :

« D'autres pays vont apprendre ou connaître la situation présente des réfugiés bhoutanais, comme, par exemple, comment se passe un jour dans les cabanes des réfugiés. »

« Nous pouvons donner une meilleure idée et une meilleure connaissance aux enfants nés au Népal sur leur pays d'origine. »

De plus, les efforts des jeunes en tant que *membres de la communauté* sont très souvent appréciés par les adultes. Comme l'illustre la citation suivante – issue d'une lettre d'un lecteur de *The Sangrila Sandesh* :

« Au moment où les jeunes doivent endosser la responsabilité des soins des enfants et des personnes âgées de la nation, nos jeunes ont réussi à devenir des journalistes afin de mettre à jour et de divulguer les problèmes. »<sup>23</sup>

## 1.6. Les jeux et loisirs

L'article 31 du CRC des Nations Unies parle du « droit des enfants de se reposer et de s'amuser, de s'engager dans les jeux et les activités de loisirs appropriés à leur âge et de participer librement à la vie culturelle et aux arts ». En dépit de cette déclaration explicite, le droit de jouer n'est pas toujours un point de focalisation dans les efforts de protection de la part des agences humanitaires. En considérant le développement d'un

---

<sup>23</sup> Lettre de P. Acharya, *The Shangrila Sandesh* 15 novembre 2002 p2

enfants en bonne santé, les occasions de jouer et de s'amuser sont communément considérées comme vitales en ce qu'elles favorisent la confiance en soi, le développement de capacités à communiquer et à évoluer en rapport avec autrui. Que le conflit ou d'émigration rende la scolarisation impossible, de telles occasions deviennent alors indispensables. De plus, le jeu et l'amusement sont un moyen important qui permet d'évacuer souvent un immense stress dû aux conditions de vie dans une région en guerre.

Les jeux d'enfants, les activités culturelles et le sport ne nécessitent pas d'être organisés par une approche participative. Cependant, plusieurs projets que nous avons visités semblaient promouvoir un large champ d'activités auxquelles les enfants prenaient beaucoup de plaisir à être à la fois les organisateurs et les participants. Au Népal les clubs d'enfants ont développé leurs propres répertoires de chansons, de jeux, d'activités culturelles et artistiques qui encouragent les talents et les compétences et qui, aussi, impliquent les garçons et les filles. Beaucoup de clubs s'activaient à améliorer les prises de consciences des communautés à propos des problèmes sociaux tels l'éducation des filles grâce au théâtre des rues. Une initiative de l'UNICEF dans les Territoires Occupés de la Palestine – « Adolescents...pour le changement ! » - avait fait étinceler un nombre important de projets à petite échelle impliquant des groupes organisés d'enfants dans des actions visant à aider la communauté. Un groupe à Gaza a utilisé les fonds de l'UNICEF pour entreprendre une « Campagne pour des Dents Saines » pour laquelle ils ont produit leurs propres chansons, slogans et affiches.

Le Butterfly Peace Garden à Batticaloa, à l'est du Sri Lanka, met l'emphase sur les jeux des enfants et leurs loisirs. C'est un effort unique : un jardin dans lequel des enfants particulièrement affectés par le conflit, participent aux différentes activités, art, artisanat, théâtre, histoires à raconter, jardinage et s'occuper des animaux un jour par semaine et ce, pendant neuf mois. Plutôt que de diriger de telles activités, les animateurs adultes veulent avant tout créer un environnement dans lequel les participants se sentent capables, à leur propre rythme et de leur propre manière, d'explorer et d'exprimer les aspects difficiles de leur vie en compagnie de leurs semblables

## **1.7. Le Bien-être Psychosocial**

Les approches conventionnelles pour traiter le bien-être psychosocial des enfants affectés par le conflit ont eu tendance à être prépondérantes car elles sont le fait d'adultes spécialisés voire experts. Ce sont eux qui sont responsables des évaluations des états mentaux et émotionnels des enfants et de leur offrir aussi des soins pour ceux particulièrement affectés. En dépit de l'approbation grandissante des approches « focalisées sur les enfants » et « avec la participation des enfants » pour rassembler les données et pour évaluer les besoins, lorsqu'il s'agit du bien-être psychosocial des enfants, les adultes seuls pensent souvent penser qu'ils possèdent toutes les connaissances requises.

Dans le contexte d'autres sortes de programmes et plus particulièrement celui du développement social, il est de plus en plus accepté que les perceptions, les besoins et les aspirations des enfants divergent souvent de ceux des adultes et ne sont pas toujours bien compris ou articulés par les parents, les enseignants et autres personnes proches des enfants. Mais cette vision des choses est mise de côté lorsqu'il s'agit de faire des efforts pour prendre en compte le bien-être psychologique et émotionnel des enfants affectés par les conflits.

Les réponses de programmation de la part des OGN internationales concentrées sur les enfants en vue du conflit au Népal seraient un exemple du point que nous venons de présenter. Au moment du travail de terrain, seulement deux agences avaient développé une telle réponse et elles incluaient dans leur stratégie la composante majeure qu'est la

programmation psychosociale d'après un modèle conventionnel mené par les adultes. Ceci comprenait la formation d'adultes à l'identification et au travail avec des enfants troublés, chacun d'eux montrant d'énormes besoins à des experts spécialisés. En dépit du fait que les deux agences avaient montré des aptitudes instrumentales à l'établissement et à la promotion d'un gros réseau de clubs d'enfants à travers tout le pays, lorsqu'il s'agissait de programmation psychosociale, aucun rôle n'était envisagé pour les enfants eux-mêmes. Ceci suggérerait que la participation des enfants demeurerait un secteur des programmes plutôt qu'une approche ou une philosophie s'étalant sur toute la programmation.

Comment les enfants pourraient-ils être impliqués en tant que participants dans les programmes psychosociaux ? Il existe deux hypothèses majeures pour cela : (1) dans la conception et le contrôle des interventions et (2) dans la mise en place d'activités concrètes. Nous aborderons ces deux points :

### **Participation dans la conception et le contrôle**

Notre suggestion que les enfants pourraient apporter leur précieuse participation dans la conception et le contrôle des interventions psychosociales est motivée par le fait que les personnels des agences ne sont pas nécessairement les mieux placés pour anticiper leur problèmes premiers. Il y a une tendance générale à présumer que les expériences de guerre passées vont peser très lourd dans les têtes des enfants. Cependant, comme l'a démontré une étude récente sur les enfants de Kaboul, c'était souvent les défis liés à la vie quotidienne qui troublaient spécialement les jeunes. Comme les auteurs l'ont observé :

« ... il est plus probable qu'un enfant soit beaucoup plus préoccupé par les difficultés à traverser un champ de mines pour chercher de l'eau aujourd'hui que de se rappeler une expérience de combat qui s'est passée il y a sept ans »<sup>24</sup>.

Cela suggérerait donc qu'il est nécessaire d'engager directement les enfants dans la conception des interventions afin d'assurer que leurs priorités soient prises en compte. Une leçon plus grande peut être tirée de l'étude à Kaboul qui est que, même dans les plus affreuses circonstances, les enfants sont capables de commenter leur situation et d'articuler leurs problèmes de manière à ce que les responsables de la conception des programmes comprennent.

Durant le travail de terrain nous n'avons pas rencontré de projet psychosocial qui avait été conçu et était contrôlé grâce à la participation des enfants. Les projets développés au Népal que l'on a évoqué plus haut étaient basés sur les données collectées avec les enfants à propos de leurs problèmes spécifiques. Cependant, il n'est pas apparu que cela comptait comme un processus de participation bien défini, cela, dû au fait du très grand nombre d'enfants par session et au temps alloué trop court.

Un projet de recherche récent à l'est du Sri Lanka a démontré la possibilité et la valeur d'engager des enfants à participer à se concentrer sur le bien-être psychosocial.<sup>25</sup> En travaillant en collaboration avec Terre des Hommes et une organisation locale – Koinonia – l'équipe de recherche a entrepris de nombreuses sessions avec les enfants avec pour but de tester les méthodes qui peuvent être utilisées pour comprendre les défis particuliers auxquels ils doivent faire face quotidiennement, les ressources sur lesquelles il se sont basées et la façon dont les interventions de programmation ont eu lieu permettent un rapprochement plus en accord avec leur situation. Comme avec le

---

<sup>24</sup> Sauvons les Enfants US / UNICEF (2003) Les Enfants de Kaboul : Conversations avec des familles afghanes [www.savethechildren.org/publications/children\\_of\\_kabul.pdf](http://www.savethechildren.org/publications/children_of_kabul.pdf)

<sup>25</sup> Ce projet a été financé par USAID et a été mené par les bureaux de Tdh à Batticaloa. L'équipe comprenait Miranda Armstrong, Jo Boylen, Anada Galappatti and Jason Hart. La propagation des informations dans un rapport est en instance.



projet de Kaboul, les enfants ont révélé une gamme de problèmes et de soucis dont peu étaient liés directement aux violences du conflit. En effet, les morsures de serpent émergeaient généralement comme le souci principal pour leur bien-être et la cause de peur et d'appréhension considérables. Les chercheurs pensaient qu'en se concentrant sur de tels problèmes, ils devaient être considérés avec autant d'importance que tout autre pour le développement des interventions psychosociales de Tdh/Koinonia.

De plus, le processus actuel qui est de rassembler les enfants à s'engager dans différentes activités, se focalise sur l'exploration et la prise en compte de leurs situations. Celui-ci semble être précieux. Grâce à des visites répétées dans le temps, les chercheurs ont noté un accroissement constant de niveau de confiance en soi et de concentration parmi les individus et une plus grande cohésion au sein des groupes. On peut aller plus loin et suggérer que la participation des enfants dans les discussions et la réflexion sur leur situation et leurs aspirations concernant le programme de développement pourrait encourager un sentiment de solidarité, d'efficacité et de contrôle sur leur propre vie et situation.<sup>26</sup> De tels sentiments, en eux-mêmes, sont des composantes du bien-être psychosocial.

### **Participation à la mise en place**

Comme nous l'avons déjà évoqué, les programmes psychosociaux sont souvent construits sur le postulat que le processus de guérison dépend de l'expertise d'adultes formés. Il est assez radical de proposer que les enfants eux-mêmes soient les agents de leur propre guérison et de celle de leurs semblables. La recherche pour ce projet a indiqué, cependant, que ceci pourrait être le cas.

Simplement grâce à une meilleure interaction les enfants peuvent en retirer un certain bénéfice. Bien que cela parte de l'émotion et de la disposition mentale d'un individu, le bien-être psychosocial ne se fait pas tout seul. En aucun cas différent des adultes, les enfants sont fondamentalement des êtres sociaux pour lesquels la santé émotionnelle et mentale est vitale afin d'apprécier la vie avec autrui : un sentiment de consistance, de continuité et de réciprocité dans les relations. Un conflit peut menacer le bien-être des enfants parce qu'il détruit les réseaux sociaux de manières directes et indirectes – la mort, l'émigration, la perte de confiance, etc.

L'expérience du Butterfly Peace Garden semble illustrer le changement d'un individu, d'une approche médicalisée et menée par les adultes à une autre plus participative et orienté vers le social. Ce projet a grandi grâce à une étude montrant la santé mentale des enfants vivant à l'est du Sri Lanka. Cette étude a adopté une approche de « Désordre Post-Traumatique de Stress » médicalisée dans laquelle les adultes experts évaluaient le niveau de traumatisme parmi les enfants gardant en vue le développement d'une réponse de programmation quelle que soit.<sup>27</sup> Le Butterfly Peace Garden a alors été créé. Cependant, BPG s'est largement éloigné de l'approche dite « de traumatisme » et a choisi de créer un espace sécurisé au sein duquel les enfants se soutiennent mutuellement et par des animateurs très bien formés lorsqu'ils entreprennent des activités artistiques variées, du jardinage et le soin aux animaux. D'après les organisateurs :

Le Jardin donne aux enfants l'occasion de s'engager et d'apprendre des plantes, des animaux et d'autres personnes dans un environnement physique sécurisé, riche et varié comparés aux paysages (parfois minés) dévastés, des maisons détruites, des orphelinats et des camps d'habitations sommaires desquels ils viennent. En explorant les divers espaces qu'offre le Jardin et en apprenant à prendre soin, à respecter et à comprendre les créatures qui y vivent, les enfants découvrent un nouvel aspect d'eux-mêmes et une nouvelle énergie en eux et en leur monde qui les transforme et les guéri.

---

<sup>26</sup> Jo Boyden, communication personnelle

<sup>27</sup> Chase R. et al. (1999) « Les initiatives de maladies mentales comme initiative de paix pour les enfants sri lankais affectés par le conflit armé » *Médecine, Conflit et Survie* vol 15

On observe souvent que les nouveaux arrivants dont le comportement est instinctivement destructeur, violent ou cruel envers les autres enfants et animaux apprennent bientôt des manières plus humaines de se comporter envers autrui. Et les enfants dont les traumatismes s'expriment par la timidité ou par le repli sur soi peu à peu sortent de leur coquille, laissant le chagrin sortir d'eux-mêmes par les activités de jardinage, de peinture, de chant ou de théâtre.<sup>28</sup>

Le succès apparent du Butterfly Peace Garden au renforcement du bien-être psychosocial des enfants démontre toute la valeur de soutenir les enfants dans leur propre développement par des relations nouvelles ou plus approfondies avec leurs semblables, les animaux et l'environnement naturel.

Les impacts positifs de la participation aux programmes qui ont été mentionnés dans les parties précédentes devraient aussi être considérés comme une perspective du bien-être psychosocial. L'occasion de contribuer au maintien d'une forte identité communautaire ; l'amélioration des relations au sein des familles ; l'occasion des jeux et des loisirs, et même l'amélioration des services de base, tout semble contribuer à la bonne santé mentale et émotionnelle des enfants.

En dépit de ces bienfaits, il semblerait, cependant, que la participation des enfants n'est pas souvent prise en compte dans la mise en place des interventions psychosociales. Ceci était particulièrement évident en Cisjordanie et à Gaza. Des études récentes ont continuellement dénoncé que les enfants palestiniens couraient de grands dangers à cause de frustrations intenses et des pressions sur la vie sous l'occupation. Par exemple, dans un des rapports, une fille de 17 ans nous a dit :

« Nous vivons dans une prison nommée Gaza. Jour après jour nous faisons les mêmes choses, voyons les mêmes visages et vous pouvez imaginer l'effet que cela a sur notre état d'esprit. »<sup>29</sup>

En réponse aux sentiments négatifs exprimés par les jeunes interrogés lors de la recherche, les auteurs de cette étude de laquelle provient cette citation, reconnaissent principalement qu'il « est nécessaire d'améliorer et d'augmenter les services de prise en charge et de réhabilitation.<sup>30</sup> » Ceci indique bien la nature de la réponse générale des agences humanitaires dans les Territoires Occupés de la Palestine et ailleurs, basée sur le postulat que seuls les adultes possèdent les capacités de déterminer la nature des interventions et de la mise en place.

Cependant, notre propre recherche avec les participants aux activités menées par des jeunes en Cisjordanie et à Gaza a fortement insisté sur le fait que de telles activités peuvent conduire à d'importantes frustrations. Par exemple, les participants d'un projet informatique al-Muntad à Gaza font le lien direct entre leur bien-être psychosocial et les occasions de s'engager dans des projets de participation qui ont un réel intérêt pour eux :

« Notre santé mentale s'est améliorée. Nous sommes désormais capables de donner une nouvelle image de la Palestine au monde. Le monde pense que nous sommes arriérés et chaotiques. L'Amérique pense qu'elle est mieux que nous, mais nous pouvons agir : nous pouvons maîtriser les connaissances, nous pouvons être scientifiques, nous pouvons nous organiser – nous ne sommes pas chaotiques. En augmentant nos compétences, nous devenons capables de lutter contre l'occupation avec nos cerveaux. »

De plus, comme l'a mentionné un des membres fondateurs de PYALARA :

PYALARA m'a motivé pour aller de l'avant dans la vie, pour continuer en dépit des frustrations et pour changer la société. Au début de l'*(al-Aqsa) Intifada*, quand Mohammed al-Dura a été tué,<sup>31</sup> on a

<sup>28</sup> Citation issue du site Internet [http://thestupidschool.ca/bpg/background/garden\\_path.htm](http://thestupidschool.ca/bpg/background/garden_path.htm)

<sup>29</sup> *ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.* pages 36-7

<sup>31</sup> Muhammed al-Dura était un garçon de 12 ans tué par les coups de feu de tireurs embusqués durant un combat à Gaza au début de l'*al-Aqsa Intifada*. Les images de cet enfant et de son père essayant de se protéger avant d'être tué ont été diffusées dans le monde entier. La mort de Muhammed est devenu le symbole puissant de l'oppression israélienne et de la brutalité pour toute la société palestinienne.

rassemblé nos idées et on a réalisé que la plupart des jeunes gens étaient dans l'incapacité de s'exprimer, c'est cela qui a amené cette « explosion » dans la société. Je veux faire savoir que la jeunesse peut faire changer les choses.<sup>32</sup>

L'expérience des Territoires Occupés de la Palestine en particulier semblerait suggérer que les programmes de participation offrent un énorme potentiel pour protéger et améliorer le bien-être psychosocial des enfants. Néanmoins, afin de permettre à ce potentiel d'être pleinement réalisé, il doit être nécessaire d'abord pour les agences de repenser leur approche d'interventions psychosociales, de comprendre que l'engagement dans des actions sociales sensées dans un environnement de soutien avec leurs semblables peut être au moins aussi valable qu'une intervention menée par les adultes à consonance plus « thérapeutique ». D'après un travailleur humanitaire :

« C'est un contexte suffocant, les adolescents ont plus que jamais besoin de défendre une cause. « Donnez leur un rôle, donnez leur une voix » - c'est ce qui, en simplifiant, pourrait résumer les buts des programmes qui doivent être mis en place »<sup>33</sup>

## 2. La Construction de la Paix

Au Sri Lanka et dans les Territoires Occupés de la Palestine, des efforts ont été faits au cours de plusieurs années pour impliquer les enfants à participer dans les processus de paix. De nombreuses activités ont été entreprises dans le but de rassembler tous les enfants des différentes communautés des deux côtés du conflit afin de développer familiarité, amitié et confiance. En dépit des fonds considérables qui ont été investis à de tels efforts, il semble que peu ait été fait pour évaluer leur impact sur les comportements et attitudes des participants. Surtout au Sri Lanka depuis le cessez-le-feu de 2002, des donateurs étrangers ont fourni de larges sommes pour les initiatives vouées à construire la paix qui incluent ces sortes d'échanges inter-communautaires avec les enfants (il n'est pas possible de se baser pour cela sur des données solides car il n'en existe pas pour démontrer leur efficacité sur le long terme).

Quand, regardée d'une perspective de la participation des enfants, cette approche qui a été employée, semble problématique. Dans cette partie nous mettrons la lumière sur quelques difficultés potentielles aux efforts de construction de paix qui ont été mises en place *par* des adultes *pour* des enfants. Nous explorerons aussi les avantages particuliers d'une approche plus participative, basée sur les idées, les expériences et les soucis des enfants et des jeunes.

### 2.1. La construction de la paix menée par des adultes

Le cessez-le-feu au Sri Lanka a apporté des bienfaits innombrables pour les gens ordinaires. En plus de la forte réduction de la violence dans la plupart des régions du nord et de l'est, il est désormais possible d'investir et de reconstruire. Néanmoins, la destruction, les pertes personnelles, la pauvreté et le manque de services résultant du conflit vont prendre énormément de temps à se faire oublier. En même temps, les enfants de beaucoup de communautés continuent indubitablement à souffrir des immenses privations. Il n'est pas clair de savoir comment la construction de la paix va prendre cela en compte (si elle le prend en compte) dans le court terme. De plus, nous devons nous demander si ce soudain

---

<sup>32</sup> Entretien avec Salim Habbash, Ramallah, 25 juillet 2002

<sup>33</sup> Bainvel B. (2001) *La Fine Ligne Rouge : La Participation des Jeunes au Temps des Crises créées par l'Homme*, ébauche de discussion non publiée, UNICEF-OPT, Page 6

intérêt dans les programmes de paix en cours au Sri Lanka reflète les propres aspirations des enfants ou, plus probablement, une continuation des programmes menés par les donateurs et les agences.

Les projets de paix menés par les adultes sont potentiellement problématiques pour au moins deux raisons. Premièrement, ils pourraient être créés au détriment des ressources qui devraient aller avant tout dans les interventions qui répondent aux priorités des enfants en termes de services, de développement des infrastructures, etc. Deuxièmement, s'ils ne se passent pas au moment et de façon à ce qu'ils ne tiennent pas entièrement compte des réalités de la vie quotidienne des enfants, il est peu probable qu'ils soient durables et pourraient même être improductifs en contribuant à un sentiment d'irresponsabilité et d'aliénation parmi les participants. D'après un travailleur d'une agence locale à l'est du Sri Lanka :

« Comment voulez-vous que les enfants qui n'ont pas assez à manger et qui n'ont pas de maison rencontrent les enfants de l'autre côté qui ont tout cela ? »

Cette question résonne fortement dans le contexte palestinien et israélien où les enfants des deux côtés du conflit ont été, pendant des années, impliqués dans des activités qui les rassemblent, comme les camps d'été se situant à l'extérieur du Moyen Orient. Les enfants vivant en Cisjordanie et à Gaza sont invités à rejoindre leurs semblables israéliens en Europe ou en Amérique du Nord et doivent alors, rentrer chez eux où ils retrouvent les conditions brutales de l'occupation. Quels effets cette expérience soudaine de libre mouvement, de correcte nutrition et de sécurité ont sur eux lorsqu'ils sont renvoyés à leur vie normale, de laquelle ils ont peu ou pas de possibilité de s'échapper ? Que ressentent-ils à propos de leurs semblables israéliens pour lesquels l'école, la santé, la nourriture régulière et la liberté de mouvement sont assurés, même dans une atmosphère de peur ?<sup>34</sup> Certainement, la majorité des jeunes palestiniens que nous avons rencontrés pour nos projets en Cisjordanie et à Gaza, étaient très francs dans leur rejet de toute initiative qui les ferait rentrer en contact avec de jeunes israéliens, suggérant que de telles initiatives étaient une insulte dans le contexte d'oppression continue par les autorités israéliennes.

## **2.2. La Participation et la Construction de Paix**

### **2.2.1. Les échanges inter-communautaires**

Les agences cherchant à la fois à promouvoir la paix *et* à s'assurer que les enfants participent au maximum font face à une situation potentiellement difficile. Que faire si les enfants eux-mêmes n'ont pas envie de s'engager dans des activités qui mélangent plusieurs communautés ? La réponse de l'est du Sri Lanka a été de prendre une approche graduelle. Le postulat des travailleurs de la paix expérimentés dans cette partie du pays est que les enfants doivent déjà être engagés dans un processus sincère de responsabilisation avant de vouloir ou de se sentir capable de participer pleinement dans des dialogues avec des enfants d'autres communautés. Le rôle des personnes facilitant les activités est alors de soutenir et d'encourager la responsabilisation et, au mieux, d'offrir des occasions de participer à des activités qui favorisent les échanges au moment qui leur semble le plus approprié.

Un bon exemple du bien fondé de cette approche se trouve dans la partie 1.1.2. où l'on mentionne le village de Sivanthivu. Pendant cette période de recherche, le premier échange entre les membres du *Club Vivehananda pour le Développement des Enfants* de Shivanthivu et le *Groupe d'Action pour l'Enfant* d'un village à la fois habité par des musulmans et des tamils, a pris place. Ceci a pris la forme d'une visite de deux jours par 40 membres venant de ce village à Shivanthivu. Nous avons visité Shivanthivu le jour avant

<sup>34</sup> D'après des rapports d'anecdotes sur une telle activité l'été 2003, les participants palestiniens dans un camps d'été en Italie ont été déprimés pendant plusieurs semaines suivant leur retour en Cisjordanie.

L'arrivée du *Groupe d'Action pour l'Enfant* et avions trouvé les membres du club activés aux préparations. Beaucoup de pensées avaient été mises pour trouver la meilleure façon d'accueillir les invités et de les mettre à l'aise. Durant notre brève discussion les enfants ont parlé des mesures particulières à prendre pour la nourriture pour les musulmans qui venaient. Pour beaucoup de participants c'était leur première occasion de rencontrer et de passer quelques temps avec des musulmans de leur âge pour apprendre à les connaître et ils étaient particulièrement contents de cela.

Cet échange était clairement un produit du développement des enfants et de leurs programmes dans les deux villages. Surtout à Shivanthivu, les améliorations pratiques qu'ils avaient réussi et la confiance qu'ils avaient gagné de cela semblait les avoir encourager à regarder vers l'extérieur et à chercher à dialoguer avec d'autres. En accueillant les enfants de l'autre village, les enfants de Shivanthivu ont demandé le soutien des parents et ont alors impliqué la communauté dans le processus de construction d'un dialogue et de confiance. La correspondance entre les membres des deux clubs se fait maintenant régulièrement et une autre visité a eu lieu. Dans une région où le pays a été sérieusement affecté par le conflit entre les musulmans et les tamils, la création d'un échange durable parmi les jeunes de ces deux communautés est assez rare et précieuse. Pour être clair, cette réussite a pris du temps et des efforts très délicats de la part des agences de soutien. C'est un processus de formation d'une amitié et de confiance qui appartient entièrement aux enfants eux-mêmes et non une simple réponse d'emploi du temps d'adultes.

### **2.2.2. Prendre en compte les causes du conflit**

L'exemple de Shivanthivu illustre le potentiel des enfants à contribuer à une sorte de changement social qui semble nécessaire afin de sécuriser une paix sur le long terme. Nous soutenons que ce potentiel est beaucoup plus probable d'être réalisé grâce à un processus sincère de participation que par une initiative menée par les adultes. Les projets de participation que nous avons visité dans les trois pays semblaient donner l'occasion aux enfants de canaliser leur énergie et leur engagement à prendre en compte des problèmes d'abus, de discrimination et d'injustice qui sont au cœur des conflits environnants. Ceci était particulièrement étonnant au Népal. Comme remarqué ci-dessus, la discrimination en termes de caste, de sexe et de milieu social a amené un nombre croissant de népalais à offrir leur soutien aux rebelles maoïstes dans leur combat contre les autorités au pouvoir. C'est cette discrimination (et la pauvreté et la marginalisation qui en découle) dont les enfants dans beaucoup de clubs et groupes que nous avons visité parlent le plus. Certains s'étaient engagés à prendre en compte la discrimination qui avait mené au dénigrement de l'éducation pour les filles, d'autres focalisaient leurs activités sur l'amélioration de la situation des dalits (« intouchables ») et autres basses castes. Un groupe d'enfants de la ville de Nepalganj s'était rassemblé pour défier la discrimination dont ils étaient la cible en tant que membre d'un groupe ethnique associé au travail sexuel. Le dirigeant de ce club d'enfants dans la communauté des dalits dans la ville de Bandipur a décrit leur défis ainsi :

« A Bandipur, la plupart des enfants sont en retard dans leur éducation. Ils ne voulaient pas aller à l'école et apprendre. La raison principale derrière est le mauvais environnement familial. Ceci se passe surtout dans les maisons des enfants des castes inférieures et dans les familles pauvres. Les parents boivent de l'alcool, donnent naissance à beaucoup d'enfants et ne se dévouent pas à leur éducation ou à leur santé. A cause de la pauvreté, ils doivent travailler dur et participer au salaire de leur famille depuis l'enfance. Par conséquent, ils ne sont pas mentalement prêts pour les études. Alors, pour éradiquer ce problème, notre club essaye d'organiser des réunions parents-enfants. Nous parlons des uns et des autres et nous mettons le doigt sur les problèmes en face desquels nous les mettons. La plupart des parents ne viennent pas aux réunions. Mais ils essaient... »

Les parents ne nous soutiennent pas pour défendre les droits des enfants. Ils ne s'en préoccupent pas et ne portent pas attention à leurs enfants. Ce qu'ils veulent, leurs études, leur santé... »

Alors, voici le problème auquel nous devons faire face. Mais, lentement, nous essayons de le résoudre. »

En donnant aux enfants l'occasion de prendre en compte de tels problèmes telle la discrimination qui affecte profondément leur vie, cela semble un moyen précieux de canaliser leur énergie dans des activités qui sont socialement importantes et qui contribuent potentiellement à la paix. Peut-être encore plus important, cela peut les aider à les empêcher de s'engager dans des activités violentes dont le but est de changer la société et la politique. La citation suivante est d'une jeune femme impliquée dans la « Guerre du Peuple » des maoïstes au Népal, elle illustre le processus par lequel on en arrive à faire de tels engagements :

« Avant l'initiation de la Guerre du Peuple je ne savais rien sur les politiciens ou les partis politiques. Mais après l'initiation [du conflit armé] un de mes parents a suggéré que je prenne part au groupe culturel local et m'a demandé d'aller à leurs répétitions. Je n'en ai pas parlé à mon père ni à ma mère – je l'ai seulement dit à mon frère aîné qui m'a dit : « Vas-y si tu veux mourir...Peux-tu porter un fusil sur ton épaule ? » J'ai répondu : « Tu ne m'a pas laissé étudier et maintenant je suis impatiente de résoudre les problèmes du peuple et de la nation. Je veux me battre pour la libération. Si tu ne me laisses pas partir, je me rebellerai. »<sup>35</sup>

L'implication des enfants palestiniens dans les confrontations violentes avec les autorités israéliennes nous est familière par les médias. Ici, nous voudrions suggérer que la nécessité d'offrir des occasions de participer à des actions sensées, à but social et de paix est particulièrement grande. Plus tôt dans cette étude nous avons cité les mots d'un jeune homme impliqué dans un projet de médias pour les jeunes, qui pensait que « la plupart des jeunes sont incapables de s'exprimer et que cela mène à l'explosions ». Ceci est très perturbant dans un environnement hautement militarisé et qui offre si peu d'occasions pour les jeunes de jouer un rôle important dans le combat de leur peuple. Comme l'a recommandé un travailleur humanitaire en Cisjordanie :

« Maintenant, si vous voulez servir votre pays, la seule façon est d'être un combattant ou un agent qui fait des attentats suicide. Politiquement, socialement, dans la famille et à l'école, toute question des enfants sur leur avenir est mal venue »

De ce point de vue, il semble clair que donner des occasions adéquates pour l'expression et l'engagement devrait être considérées en tant qu'intervention d'urgence plutôt qu'une mesure à prendre quand le conflit sera affaibli. La valeur qui consiste à créer de telles occasions est illustrée par cette citation issue d'une groupe d'adolescents journalistes à PYALARA :

« Parfois nous nous asseyions durant toute une semaine sans savoir quoi faire. Nous ne pouvions pas dire aux gens ce que nous ressentions à propos de la Palestine, il n'y avait personne avec qui en parler. Mais maintenant, nous pouvons écrire des chose à la maison et l'envoyer à PYALARA,. Cela nous met de l'énergie dans le cœur et nous ne sommes plus tristes ».

---

<sup>35</sup> Onesto L. (2001) *Népal : Femmes : Soutenez la Moitié du Ciel !* RW Online page 1

### **3. Les Risques de la Participation**

#### **3.1. Les risques associés à la sécurité**

Dans un climat de politique et de sécurité instable le simple fait de rassembler des personnes pour des activités peut comporter des risques. De tels risques peuvent aussi augmenter par rapport aux adolescents du fait que dans beaucoup de sociétés, l'énergie et l'enthousiasme des adolescents ne sont pas vus comme une ressource mais comme une menace possible. Les activités qui requièrent le rassemblement d'un grand nombre de jeunes dans des endroits publics peuvent créer une certaine anxiété pour les autorités militaires, cela pouvant mener à des harcèlements possibles ou autres.

Dans les Territoires Occupés de la Palestine beaucoup de projets qui impliquent les enfants de différents villages ou villes se rassemblent dans un endroit central. Au moment du travail de terrain il leur fallait souvent passer à travers de nombreux points de contrôle et rester vigilants quant aux informations soudaines comme l'imposition du couvre-feu par les autorités israéliennes. Pendant cette période d'urgence au Népal (novembre 2001 – août 2002) il est devenu particulièrement dangereux pour les jeunes de se rassembler et il semble par conséquent, que beaucoup de clubs d'enfants aient été suspendus ou revus à la baisse.

Pour les forces de combat qui cherchent à embarquer des enfants à leurs côtés, des rassemblements réguliers de jeunes représentent une occasion de recruter des forces. Ceci était un souci émis par le personnel des agences dans les trois pays visités. Au Népal beaucoup de villages où étaient conduits des projets de participation étaient retirés et cela a représenté un défi pour les agences de soutien dans leur contrôle. Dans les Territoires Occupés de la Palestine certaines agences étaient nerveuses à cause du fait qu'il leur fallait fournir un espace sécurisé pour permettre aux jeunes de se rassembler au cas où certains éléments politiques soient introduits dans les activités, pouvant attirer une réponse des autorités militaires israéliennes et une attention hostile des médias.

Au Sri Lanka, où le LTTE a été actif pour recruter des enfants, de forts soucis ont été exprimés concernant les activités de participation, soit disant pourraient-elles demander aux participants un profil plus important. De plus, la capacité à diriger et autres compétences qu'ils ont développée grâce à leur implication dans les initiatives menées par eux-mêmes les rend très intéressants pour le LTTE mais aussi très suspects pour l'armée sri lankaise. Ceci n'a pas été évident au premier coup d'œil. Le club d'enfants dans un des villages tamil situé entre les deux forces a expliqué qu'il avait été plus facile d'établir de meilleures relations avec les forces gouvernementales qu'avant la création du club. Les incidents d'harcèlement ont diminué de façon significative, apparemment grâce au fait que les commandants de ASL se sont aperçus que les enfants qui participaient activement aux activités n'avaient rien à voir avec le conflit. Au moment de notre visite, il semblait que ces enfants avaient largement été épargnés par les efforts de recrutement du LTTE qui se déroulaient dans d'autres villages de la région. Cependant, nous avons appris que quelques mois plus tard au moins un membre senior du club avait été recruté.

Une autre menace potentielle à la sécurité des enfants peut aussi venir de leur propre communauté. Les activités de participation peuvent mener les jeunes à entreprendre ou à parler de problèmes que les adultes trouvent inappropriées ou qui sont perçus comme un défi aux relations de pouvoir existantes. Ceci est un souci de tout instant mais dans une situation où le seuil de violence est particulièrement bas, il faut prendre des précautions lorsque ces propos peuvent être pris comme une menace par les adultes.

Dans un village où musulmans et tamils vivent ensemble dans l'est du Sri Lanka, le club d'enfants était la seule institution qui a rassemblé les membres des deux communautés de façon régulière. Les enfants eux-mêmes étaient déterminés à construire de fortes relations de confiance et de respect à travers les deux parties qui sont facilement divisibles. Alors que leurs efforts semblaient encourager les comportements positifs parmi leurs parents, certaines sections de la population locale étaient très mécontentes du mélange garçons-filles des deux communautés et ont créé de nombreux obstacles aux activités. Même si le village est dans une région sous contrôle gouvernemental, les tamils ont réussi à un moment à impliquer le LTTE qui a donné des ordres contre la continuation de ces activités inter-communautaires. Ceci a été source d'une immense frustration et tristesse pour les participants eux-mêmes.

Dans les conditions d'un conflit armé et de migration, le sentiment de contrôler sa propre vie peut être perdu. Il est possible que le seul domaine dans lequel les adultes répriment leurs propres limites quant à leur capacité à faire respecter leur autorité soit envers leurs enfants. La responsabilisation des jeunes que les projets de participation souvent encouragent et facilitent peuvent être malvenus de la part des parents et d'autres adultes, surtout dans des sociétés dans lesquelles il existe une forte hiérarchie par rapport à l'âge (et au sexe). Assurer des rôles considérés inappropriés pour les jeunes (filles et garçons) entraîne des risques évidents de confrontation. Dans un camp de réfugiés de Gaza, l'extrême indignation a été exprimée par les membres du comité d'un club de jeunes lorsque l'on a évoqué leur possibilité de participer aux prises de décisions de ce même club. Ceci, apparemment, était réservé aux hommes dans leur quarantaine et plus dont l'appartenance au comité était une marque de leur statut au sein de la communauté. Comme l'a expliqué un membre du comité, il était impensable que les jeunes s'assoient côte à côte avec leurs aînés. Insister sur la pleine participation des jeunes au bon fonctionnement du club, même si c'est dans l'intérêt des jeunes eux-mêmes, cela pourrait clairement risquer de vexer une certaine partie de la communauté et créer une confrontation.

### **3.2. Les impacts négatifs directs**

Dans des sociétés vivant dans des conflits armés, les enfants peuvent être amenés à assumer de nouveaux ou plus larges rôles ou responsabilités. Il est important, alors, que les activités de participation ne soient pas une charge en plus. Quand beaucoup d'adultes de la communauté souffrent de désespoir et d'apathie suite à la perte de biens ou de proches, l'énergie et l'enthousiasme des jeunes sont précieux. Cependant, il existe un réel danger pour les enfants, en tant que membres d'un groupe organisé et motivé, ils peuvent vouloir assumer les responsabilités morales et physiques de la reconstruction de leurs communautés. Au Népal, par exemple, les clubs d'enfants sont souvent actifs dans les tâches régulières à entreprendre pour leur village comme le nettoyage des rues, le maintien des endroits publics comme les toilettes, l'organisation des activités éducatives, etc. Un contrôle minutieux semble être nécessaire afin d'assurer que la participation ne devienne pas de l'exploitation, même si cela serait non intentionnel. Pareillement, les efforts des jeunes palestiniens et bhoutanais pour plaider pour le combat de leur peuple et contre les abus des droits qu'ils rencontrent, ne devraient pas devenir un substitut des tâches des adultes de la communauté, des organisations dédiées à défendre les droits de l'homme et de la communauté internationale dans son ensemble.

Bien qu'ils soient très au courant des relations sociales au sein de leur communauté, les enfants manquent de connaissances suffisamment détaillées de l'ensemble du contexte politique dans lequel ils vivent et conduisent leurs activités. Il ne pourraient donc pas entièrement anticiper les obstacles pouvant surgir au cours de leur action et les empêcher d'atteindre leurs buts. Ceci peut contribuer à l'émergence de sentiments d'échec et de



découragement si leurs attentes sont trop exigeantes. L'exemple de ce village de musulmans et de tamils évoqué plus haut semblerait illustrer ce point.

Finalement, des précautions semblent nécessaires quant à l'implication des enfants dans les efforts de paix. Les enfants ont souvent prouvé être des plaideurs puissants et convaincants pour la paix, comme c'est le cas en Amérique centrale et du sud. Ils peuvent aussi vouloir mettre des ponts entre les divisions qui existent avec d'autres communautés. Cependant, c'est précisément ces capacités qui peuvent leur faire courir des risques face à ceux opposés aux efforts de paix et aux échanges inter-communautaires. Voir plus loin dans un environnement de politique instable entraîne toujours des risques et encourager les enfants à avoir des vues et à adhérer aux valeurs qui ne sont pas approuvées par beaucoup d'adultes, surtout ceux qui ont le pouvoir, peut seulement ajouter des risques potentiels.

#### **4. La Progression**

Une motivation fondamentale de l'approche participative est d'assurer que les expériences, les soucis et les aspirations des jeunes aient une portée sur les décisions qu'ils prennent et qui affectent leur vie. Nous pensons que ceci s'avère être vrai aussi bien pour les sociétés qui subissent des conflits politiques que pour celles où la paix règne. En effet, dans des situations où les enfants sont obligés, à cause des conditions créées par un conflit, de prendre des responsabilités plus grandes, la nécessité de s'assurer qu'ils ont bien un rôle à jouer dans les prises de décision est encore plus importante. Les défis pratiques et éthiques pour arriver à cela en sont tout autant augmentés.

La tendance de certaines agences qui soutiennent la participation des enfants, cependant, semble être de vouloir contenir les énergies, les idées et les activités produites. Nous pouvons appeler cette approche « participation dans la boîte ». Le plus clair exemple de ceci est apparu au Népal. Depuis le début des années 1990, de plus en plus de clubs d'enfants basés dans les villages ont été établis avec le soutien de nombreuses agences locales et internationales. Un énorme réseau de clubs comme celui-ci existe maintenant à travers le pays, entièrement dévoué à faciliter la participation des enfants pour le développement. A cause de conflits qui s'enlisent quelques agences focalisées sur les enfants ont commencé à développer des programmes liés aux conflits eux-mêmes. Néanmoins, au moment de notre travail sur le terrain, aucunes n'incluaient les enfants en tant que participants de façon significative et les clubs eux-mêmes ne semblaient jouer aucun rôle, ni comme source d'informations sur l'impact du conflit sur les enfants ni comme bases d'interventions. De cette façon, la participation des enfants a été maintenu « dans la boîte » au lieu d'être intégrée comme principe de travail à travers tous les programmes.

Une autre façon dans laquelle la participation n'a pas été aussi répandue se trouve également dans le lien qui existe entre les projets de participation et les procédés administratifs locaux ou les prises de décisions. Au sein des clubs et groupes menés par les enfants, ces derniers n'ont pas seulement réussi à clarifier et à s'entendre sur les problèmes pour lesquels ils ont besoin d'aide, mais ils ont également acquis la confiance en soi et les compétences en matière de communication qui sont requises lorsqu'ils ont besoin de se défendre lors de réunions formelles dans lesquelles les adultes sont en positions dominantes. Néanmoins, nous avons eu connaissance de quelques exemples d'agences qui cherchent activement à mettre en relation les enfants et leurs projets avec l'administration locale où l'on prend les décisions et aussi à sécuriser une place pour eux dans ce système. Une seule exception était dans le District de Surkhet où SCUK, qui soutient plus de 300 clubs d'enfants, a été capable d'allouer quatre places au Conseil Social des Enfants du District pour des enfants élus à travers le réseau des clubs. D'après le personnel de SCUK, les bénéfices de l'implication régulière des enfants au DCWB résultent en un plus grand

soutien pour les activités des enfants dans le district, la facilitation de l'accès des enfants auprès des personnalités politiques et un changement général de l'attitude des adultes qui désormais, écoutent plus attentivement les enfants.

En cherchant à impliquer les enfants dans un système où les décisions de nature politique ou budgétaire sont prises, on se pose des questions sur leur sécurité. Clairement, la priorité revient à s'assurer que chaque enfant ne soit pas exposé à des risques injustifiés. Si de tels risques semblent apparaître, il peut être nécessaire de penser à la manière dont les problèmes des enfants peut être représentée sans leur implication directe, en personne.

De n'importe quelle manière que cela soit mené, les bénéfices de ces liens fonctionnels établis entre les initiatives des enfants et les institutions et procédés administratifs ont besoins d'être compris et plus approfondis. Engager l'énergie et l'adhésion des jeunes sur leur propres soucis issus directement des problèmes qui sont les causes ou les conséquences du conflit, peut apporter des bénéfices importants en terme de changement social positif et de paix durable.

## Conclusion : Les recommandations clé

Les efforts pour introduire et étendre la participation des enfants dans les activités d'organisations de développement augmentent de manière constante dans plusieurs parties du monde. Il reste encore cependant, une forme de résistance à l'idée de la participation des enfants à l'effort humanitaire, surtout dans les conditions instables de conflit armé. Ici, nous mettons l'emphase sur l'apport de services aux enfants et leur protection par le personnel d'agences et d'adultes mobilisés dans la communauté. Nous avons visité une gamme d'activités qui non seulement démontre qu'il est possible aux enfants de participer dans des situations d'urgence mais aussi l'important bienfait qui peut en découler. Certains très importants ont été évoqués dans cette étude. Pour conclure, nous résumerons ici les principaux résultats en terme de recommandations clé qui peuvent être pertinentes pour les agences humanitaires qui envisagent de poursuivre une approche participative dans leur travail avec les enfants.

- Considérer la participation des enfants en relation positive avec la protection. Les enfants, surtout ceux âgés entre 12 et 18 ans, vivant au sein d'un conflit armé, sont souvent à risque d'éprouver de la frustration, l'isolement et le désespoir. De plus, ils ont un rôle potentiellement vital à jouer dans l'amélioration de leur propre protection et celle de leurs semblables, surtout lorsque la vie de famille et celle de la communauté ont été perturbées par le conflit. L'apport d'occasions à la participation à des actions sociales significatives qui responsabilise les jeunes à une meilleure protection d'eux-mêmes devrait, alors, être considérée comme une mesure d'urgence et non pas comme une option à être explorée quand les conditions s'améliorent.
- Développer une bonne connaissance des conditions historiques, culturelles et sociales, surtout en rapport avec l'implication des jeunes dans les actions sociales et les prises de décisions. Par exemple, dans les Territoires Occupés de la Palestine, il est important pour les politiciens d'avoir une bonne connaissance de la participation des enfants au premier Intifada et ce que cela représentait pour la société palestinienne et par conséquent, pour les jeunes.
- Adopter une position proactive par rapport aux donateurs, en encourageant leurs commentaires sur l'importance des programmes de participation avec les jeunes.
- Travailler avec les autres agences afin de construire un fort consensus sur l'éthique, les méthodes et les concepts liés à la participation des enfants dans des situations de conflit armé.
- Commencer tout projet par une analyse de terrain entreprise avec les enfants et les autres membres de la communauté.
- S'assurer que la sécurité et le bien-être des participants et du personnel de soutien demeure la première priorité à chaque instant. La responsabilité pour cela, est dans les mains de l'agence et ne devrait pas être transmise aux enfants eux-mêmes. Etre préparé à suspendre toute activité ou faire quelques changements en vue des circonstances changeantes.
- Adopter une approche progressive au développement des activités, donner du temps aux enfants pour prendre confiance en eux et envers les autres lorsqu'ils commencent à articuler leurs idées et à construire un réseau solide, et pour la famille et les membres de

la communauté de s'habituer et de se sentir à l'aise avec cette façon de travailler qui, dans beaucoup de cas, leur paraîtra très étrange.

- Ouvrir l'espace pour la participation des enfants. Il est peu probable que cela existe déjà et beaucoup peut être créé en gagnant la compréhension et le soutien des parents et des figures importantes de la communauté.
- Développer une collaboration proche entre les agences locales et internationales. Ceci est très précieux puisqu'elles ont un rôle complémentaire à jouer afin de s'assurer du succès et de la sécurité des projets de participation. De plus, les deux peuvent avoir pour fonction de faciliter les efforts des enfants à rentrer en contact avec les structures gouvernementales.
- Permettre au personnel et aux participants de bénéficier d'activités de formation afin d'améliorer leurs capacités. Le contenu de telles formations devrait être négocié avec les participants et refléter les besoins et aspirations qu'ils ont exprimé.
- Encourager les enfants à prendre des responsabilités à chaque occasion, et à chaque étape du cycle du programme, y compris dans la gestion des ressources.
- Offrir un soutien continu aux activités des enfants. L'élément le plus important de ce soutien devrait être l'apport d'un travailleur de terrain présent, qui serait prêt à conseiller et à assister quand le besoin se fait sentir.
- Lier les projets d'enfants déjà en place avec le contexte plus large de la société civile et de l'administration locale.
- Encourager et promouvoir une culture de participation au sein de l'agence même. Les organisations qui maintiennent des relations fortement hiérarchiques parmi les membres du personnel ne sont pas obligatoirement celles qui réussiront le mieux à promouvoir les activités de participation avec des jeunes sur le long terme. La remise en cause et le désir d'explorer de nouvelles formes de travail sembleraient désirables.